

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142 Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

Sur le Front Unique

LE Congrès du Parti devra se prononcer sur deux motions traitant de la tactique du front unique. L'une, appelée « Frossard-Souvarine », reprend au compte du Parti français les idées de l'Internationale Communiste et en adapte l'application aux conditions du milieu. L'autre, appelée « Dondicol-Renoult », s'attache uniquement à souligner les inconvénients que peut comporter la tactique de l'Internationale et demande au 4^e Congrès mondial de reviser les thèses et résolutions adoptées déjà par l'Exécutif.

De la première motion, dont le texte se défend lui-même, nous dirons simplement dans ce court article qu'elle condense les considérations de l'Internationale sur la situation générale de l'Europe et résume les conceptions tactiques en découlant. Elle est une transposition fidèle du point de vue de l'Internationale à l'intention des ouvriers français. L'accepter, c'est harmoniser l'action du parti français avec celle de tous les autres partis communistes du monde. La repousser, c'est, en fait, différencier de plus en plus l'attitude du Parti français de celle des autres partis, c'est accentuer la dissonance entre l'opinion de la section française de l'Internationale et celle de l'ensemble des sections, — état de choses intolérable dans une organisation révolutionnaire internationale et qui ne sera évidemment pas toléré par l'immense majorité de cette organisation, on peut dire par son unanimité.

Il est remarquable que, dans les discussions engagées autour de l'idée du front unique, les adversaires de la tactique de l'Internationale (partisans de la motion Renoult) ne contestent jamais la valeur de notre analyse de la situation politique et économique de l'Europe. Ils ne contestent pas davantage la conception théorique du front unique prolétarien. Leur opposition s'exprime envers l'application de la tactique. Ils gardent le silence sur tous les faits qui démontrent lumineusement l'excellence du front unique, et s'évertuent à présenter à leur manière quelques autres faits,

auxquels ils ne comprennent manifestement rien du tout, qu'ils présentent à leur façon et dont ils prétendent tirer arbitrairement des conclusions en faveur de leur opposition aveugle.

Zinoviev a déjà montré, dans son article *Daniel Renoult et le front unique*, que Renoult n'a pas encore compris le sens de la tactique de l'Internationale. Renoult a répondu par un article, *Quelques précisions*, qui précise uniquement que non seulement il n'a pas compris les résolutions du 3^e Congrès mondial, les thèses de l'Exécutif, les débats des deux sessions de l'Exécutif élargi, les articles et discours des principaux théoriciens du communisme, les lettres de l'Exécutif au Parti français, mais encore qu'il n'a rien compris au dernier article de Zinoviev auquel il répondait.

Renoult s'obstine à répéter que les dissidents, les réformistes, les gens des Internationales deux et deux et demie, ne sont pas des communistes. Nous le savions sans lui ! Il dit qu'à l'occasion des tentatives de front unique, « rien n'a été obtenu », « ni sur le plan international, ni en Allemagne, ni en Angleterre, ni ailleurs ». Ainsi, pour Renoult, il s'agissait d'obtenir que nos adversaires approuvent les propositions communistes !

Renoult ne comprend pas qu'il ne s'agit d'obtenir ni un oui, ni un non de nos adversaires, — ce qui ne dépend pas de nous — il s'agit d'influencer la mentalité ouvrière, d'éclairer la conscience de cette partie du prolétariat qui suit encore nos ennemis. Que ceux-ci répondent oui ou non, aux initiatives communistes, le résultat est heureux. Qu'ils disent oui, et c'est tant mieux pour le prolétariat qui a besoin d'unité d'action et dont l'intérêt se confond avec celui du Parti Communiste. Qu'ils disent non, et ceux qui les suivent les connaîtront comme des ennemis de leur intérêt de classe, comme des diviseurs du prolétariat, comme des politiciens ayant des intérêts particuliers opposés aux intérêts généraux de la classe exploitée.

Renoult ne comprend pas cela. Il croit que

le front unique a pour but de persuader les social-traitres de devenir de bons révolutionnaires ! Il écrit que « les essais de tractations avec les chefs des Internationales social-démocrates et de l'Internationale syndicale d'Amsterdam ont complètement échoué ». Il ne comprend pas que l'échec consisterait à détourner de nous les masses qui suivent ceux auxquels nous nous adressons : or, comment les masses trouveraient-elles matière à hostilité dans des propositions de lutte commune dans leur intérêt ?

De même, Renoult croit que les propositions des bolcheviks aux mencheviks et aux S. R., avant la révolution de novembre, de constituer un pouvoir socialiste ont *complètement échoué*, parce que mencheviks et S. R. ont répondu non ! Il ne comprend pas qu'elles ont *complètement réussi*, puisqu'elles ont attiré les masses au bolchevisme. Renoult croit que le résultat de la tactique du front unique réside dans l'accueil que lui réservent les états-majors ennemis. Il ne comprend pas qu'il est en réalité dans la répercussion de cette tactique sur les troupes, répercussion qui n'est pas toujours immédiate mais qui se fait inévitablement sentir tôt ou tard.

Il est encore une idée essentielle que Renoult ne comprend pas : c'est celle du développement de la situation révolutionnaire de l'Europe, conduisant fatalement le prolétariat à serrer ses rangs et à s'unir dans l'action, au besoin malgré ses chefs, c'est-à-dire malgré les dirigeants des Internationales social-démocrates tant qu'ils repousseront le front unique et malgré les communistes aveugles qui le repousseraient pour d'autres raisons.

Renoult ne comprend pas que le renforcement croissant de la réaction sociale et politique exercera une pression de plus en plus irrésistible sur les masses et imposera le front unique. Il ne comprend pas que la tactique de l'Internationale s'applique, non à un état de choses statique, mais à un processus qui s'effectue, dans plusieurs grands pays, avec des différences de vitesse mais suivant la même direction. Il ne comprend pas que les conditions du prolétariat en Allemagne et en Italie, chaque jour plus intolérables, seront avant longtemps celles du prolétariat français. C'est pourquoi il ne comprend pas le mot d'ordre du gouvernement ouvrier, les désistements en faveur des social-démocrates, dans certaines circonstances et à certaines conditions, toutes conceptions qui semblent aujourd'hui incompréhensibles à certaine portion du prolétariat mais que le prolétariat tout entier comprendra à merveille dès qu'il subira les rigueurs de la réaction économique et politique.

Le plus curieux est que Renoult, bien que foncièrement réformiste et opportuniste (comme Trotsky l'a remarqué avec raison), exploite

le sentiment révolutionnaire du Parti contre le mot d'ordre de l'Internationale, en combattant essentiellement les quelques lignes de la résolution favorable au front unique consacrées aux conséquences électorales de la tactique.

Naturellement, il nous eût été facile de tourner la difficulté en nous faisant sur ce point, selon la méthode qu'emploie Renoult quand il est préoccupé de ne pas perdre des voix. Nous avons préféré aborder la difficulté de front, au risque de heurter le sentiment de bons camarades qui verront, à l'expérience, de quel côté est la clairvoyance communiste.

Nous proposons de mettre les dissidents en demeure de rompre avec le Bloc des gauches pour se rallier au Bloc ouvrier. Renoult prévoit que les dissidents voudront bénéficier des deux Blocs, suivant les circonstances. Mais alors, les communistes les combattraient impitoyablement, et Renoult devrait être content ! Qui a parlé de renoncer à notre liberté d'action ?

Renoult préfère user de moyens démagogiques pour faire croire que les partisans du front unique escomptent des profits électoraux. Cela est plus facile que de réfuter une argumentation. Or, nous avons dit et répété que nous considérons indispensable de présenter exclusivement des candidats ouvriers aux élections, ce qui exclue précisément de toute perspective de profit électoral les initiateurs du front unique en France. Renoult ne tient de cela aucun compte. Nous l'obligerons bien à manifester une opinion quand, au prochain Congrès, nous présenterons une résolution excluant de toute candidature les membres du Comité Directeur et de la rédaction de l'*Humanité*. C'est alors que l'on connaîtra ceux qui méritent les accusations de Renoult.

En fait, c'est Renoult qui est obsédé par cette question électorale, qui tient dans notre motion une place infime. Renoult voit déjà « le branle-bas de combat pour les élections de 1924 » ; nous voyons, nous, une réaction grandissante qui cherchera à supprimer ces élections. Renoult croit à un retour au calme et à la légalité. Nous croyons, nous, à une recrudescence d'action révolutionnaire, de réaction politique et sociale, au recours à la violence, — en un mot au développement de la Révolution européenne.

Aussi notre motion traite-t-elle essentiellement du rassemblement des masses de plus en plus opprimées, pour la lutte économique. La résolution Renoult est dictée seulement par le souci de grouper une majorité contre la tactique de l'Internationale. Le Parti dira s'il entend subir plus longtemps les influences qui tendent à son isolement, à son dépérissement et à sa mort.

Boris SOUVARINE.

Avant le Congrès National

Message de l'Internationale au Parti Français

Chers camarades,

Le Congrès que va tenir le Parti Communiste français a une importance exceptionnelle ; il doit aider le Parti, après la crise profonde qui, durant une année, a paralysé sa volonté, à entrer pleinement dans la voie de l'action révolutionnaire. Pour que le Congrès s'acquitte avec succès de cette tâche, il faut que le Parti tout entier considère d'un oeil critique le chemin parcouru, qu'il se rende un compte exact des raisons de son malaise intérieur et qu'il soit résolu à faire passer, à ce Congrès même, les mesures nécessaires d'assainissement et de rénovation.

Le but de cette lettre, est d'aider l'opinion publique de notre Parti français à résoudre cette tâche.

I. — Causes générales de la Crise du Parti

En France, le socialisme et le syndicalisme officiels, durant la guerre impérialiste, ont été profondément pénétrés du poison de l'idéologie démocratique et patriotique. Dans les colonnes de l'*Humanité* et du fait de toutes les autres tribunes du parti et des syndicats, l'on ne cessait de proclamer quotidiennement que cette guerre était la dernière, que c'était la guerre du Droit, que l'Entente, la France en tête, représentaient les intérêts supérieurs de la civilisation et que sa victoire donnerait au monde la paix démocratique, le désarmement, la justice sociale, et le reste. Lorsque ces chimères chauvines se furent incarnées dans la réalité ignoble et repoussante du traité de Versailles, le socialisme officiel tomba dans une situation sans issue aucune. Sa fausseté interne se manifesta avec une évidence irrésistible. Une angoisse morale s'empara des masses, les dirigeants du Parti perdirent l'équilibre et la confiance en soi.

C'est dans cette situation que se produisit la transformation du Parti au Congrès de Tours et son adhésion à l'Internationale Communiste.

Sans doute, les résultats de ce Congrès avaient été préparés par le travail héroïque, infatigable du Comité de la 3^e Internationale. Mais la rapidité avec laquelle ces résultats furent obtenus frappa alors d'étonnement le prolétariat du monde entier. L'écrasante majorité du Parti avec tous ses organes les plus importants, y compris l'*Humanité*, se transforma en Section française de l'Internationale Communiste. Du Parti se détachèrent les éléments les plus compromis, liés par tous leurs intérêts et par toute leur mentalité à la société bourgeoise. Cette rapidité avec laquelle le Parti socialiste se transforma en Parti Communiste, conséquence de la contradiction flagrante entre l'idéologie

du patriotisme démocratique et la réalité de Versailles, devait fatalement avoir son côté négatif. Le Parti s'était détaché du passé, mais cela ne signifiait aucunement qu'en un si court laps de temps, il eût eu le temps de repenser critiqueusement et d'assimiler les principes théoriques du communisme et les méthodes de la politique révolutionnaire du prolétariat.

A cela s'ajoutait que, durant les deux dernières années, le mouvement révolutionnaire a revêtu, dans toute l'Europe, un caractère lent et prolongé. La société bourgeoise a repris une certaine apparence de stabilité. De là, à l'intérieur du Parti Communiste un renouveau des vieux préjugés du réformisme, du pacifisme et du démocratisme auxquels le Parti avait formellement renoncé à Tours. Il devait fatalement s'ensuivre un conflit intérieur qui a entraîné une crise profonde.

Par contre, après Tours, entrèrent dans le Parti un nombre important de syndicalistes révolutionnaires. Le fait par lui-même est extrêmement précieux. Mais comme précisément sur cette question des rapports entre le Parti et les syndicats, il régnait dans notre parti une absolue confusion, les conceptions syndicalistes sur la non-intervention du Parti dans le domaine syndical vinrent renforcer l'idée, radicalement fautive, d'après laquelle le Parti et les syndicats seraient deux puissances indépendantes, liées tout au plus par une neutralité bienveillante, et ainsi ce ne sont pas les syndicalistes révolutionnaires qui ont été refondus dans le creuset du Parti, mais, au contraire, ce sont eux qui ont imposé au Parti leur cachet anarcho-syndicaliste, augmentant d'autant le chaos dans les idées.

Ainsi le Congrès de Tours, peut-on dire, n'a fait qu'esquisser grossièrement le cadre à l'intérieur duquel s'effectue jusqu'à ce jour le processus difficile de la régénération du Parti, de parti démocratique et socialiste en parti communiste.

II. — Les Groupements Intérieurs du Parti

La crise trouve son expression la plus évidente et la plus aiguë dans la lutte des tendances à l'intérieur du Parti. Ces tendances, si on les ramène aux groupements essentiels, sont au nombre de quatre.

a) LA DROITE. — Sa résurrection et son groupement à l'intérieur du Parti Communiste se sont opérés selon la loi du moindre effort, autour du pacifisme, qui peut toujours compter sur un succès superficiel dans un pays ayant des traditions comme la France, surtout après la guerre impérialiste. Ce pacifisme humanitaire et pleurard, dans lequel on chercherait en vain la moindre

parcelle d'esprit révolutionnaire, fournit le camouflage le plus commode pour toutes les autres conceptions et tendances réformiste et centriste. A mesure que se manifestait davantage le ralentissement de la Révolution prolétarienne, que la bourgeoisie occidentale s'emparait davantage de l'appareil gouvernemental et que les difficultés économiques surgissaient plus nombreuses devant la République soviétiste, la droite du Parti se sentait plus assurée et plus ferme. Les éléments de droite sentaient et comprenaient que seul l'état amorphe et confus de la conscience du Parti pouvait assurer leur influence et c'est pourquoi, ne se décidant pas toujours à attaquer ouvertement le communisme, ils n'en menaient qu'une lutte plus implacable contre ceux qui demandaient de la clarté et de la netteté dans les idées et la structure du Parti. Sous le nom de « liberté d'opinion », ils réclamaient pour des intellectuels petits bourgeois, pour des coteries d'avocats et de journalistes la liberté d'introduire la confusion et le chaos dans le Parti et par là, de paralyser sa capacité d'action. Toutes les violations de la discipline du Parti rencontraient la sympathie de la droite, qui voit un acte particulier de courage dans le fait qu'un député ou un journaliste foule aux pieds le programme, la tactique ou les statuts du Parti du prolétariat. Sous le nom d'autonomie nationale, la droite engagea la lutte contre l'Internationale Communiste.

Au lieu de militer à l'intérieur de l'Internationale à laquelle elle avait formellement adhéré, pour faire triompher tel ou tel point de vue, la droite se mit à contester à l'Internationale le droit même de « s'immiscer » dans la vie intérieure des différents partis. Elle alla plus loin et, identifiant l'Internationale avec Moscou, se mit, sous une forme déguisée et d'autant plus malveillante, à insinuer aux ouvriers français que telle ou telle décision de l'Internationale était dictée non par les intérêts de la Révolution mondiale, mais par les intérêts opportunistes de l'Etat soviétiste russe. S'il en avait réellement été ainsi ou si la droite avait pensé sérieusement qu'il en fût ainsi, son devoir eût été d'engager contre les communistes russes une lutte implacable, de les déclarer traitres à la cause du communisme international et d'appeler les ouvriers russes à renverser un semblable parti. Mais la droite ne songeait même pas à s'engager dans cette voie, seule logique et conséquente. Elle se bornait aux allusions et aux insinuations, tâchant de jouer sur la corde nationaliste de certains éléments du parti et de la classe ouvrière. Ce flirt avec le pseudo-démocratisme (« liberté d'opinion ») et le nationalisme (*Paris et Moscou*) était complété de soupçons sur la scission avec les dissidents et de sondages tendant à préparer la politique du Bloc des gauches.

Ainsi par tout son esprit, la droite est hostile au communisme et à la révolution prolétarienne. Le plus élémentaire souci de légitime défense exige du parti qu'il épure ses rangs des tendances de ce genre et des éléments qui les défendent et les propagent. Il va de soi que les membres du Parti qui ont nettement manifesté après Tours qu'ils appartiennent en fait à la droite, ne peuvent occuper aucun poste responsable dans un parti communiste.

C'est là la condition préalable absolument évidente pour surmonter la crise intérieure.

b) L'EXTRÊME GAUCHE. — A l'aile opposée, nous avons l'« extrême gauche » qui, sous un pseudo-radicalisme verbal, recèle fréquemment, en même temps qu'une impatience révolutionnaire, des préjugés purement opportunistes dans les questions

de tactique et d'organisation de la classe ouvrière. Le « localisme », l'autonomisme et le fédéralisme, absolument incompatibles avec les exigences révolutionnaires de la classe ouvrière, recrutent leurs adeptes au sein de la soi-disant extrême gauche. De là sont partis parfois des appels à des actions pseudo-révolutionnaires, en désaccord évident avec la situation et incompatibles avec la politique réaliste du communisme. Comme l'atteste l'expérience de l'année écoulée et particulièrement celle de la Fédération de la Seine, la plupart des membres de cette « extrême gauche » constituent un élément révolutionnaire excellent qui, sous une direction judicieuse et ferme du Parti, se libérera facilement des préjugés pseudo-révolutionnaires pour se rallier à une véritable politique communiste. Mais, à n'en pas douter, l'extrême gauche renferme des éléments isolés de tendances anarcho-réformiste, prêts à tout instant à faire bloc avec la droite contre la politique communiste. Un contrôle attentif et rigoureux de la conduite ultérieure de ces éléments devra compléter l'œuvre d'éducation et de formation à mener dans les milieux du Parti dont l'inexpérience est exploitée par les anarcho-sindicalistes de l'« extrême gauche ».

c) LA GAUCHE. — Elle est, tant par ses idées que par sa composition, la continuation et le développement du Comité de la 3^e Internationale.

La gauche a incontestablement fait tous ses efforts pour orienter la politique du Parti en accord effectif et non seulement verbal avec les principes de l'Internationale Communiste. Une certaine reprise d'activité de cette gauche a été provoquée par le groupement de la droite et par la politique agressive de cette droite contre les principes de la politique et de la discipline communiste. L'Exécutif qui, au nom de l'unité du parti, a dissous en son temps le Comité de la 3^e Internationale, a pris les mesures nécessaires pour éviter la réapparition du régime des fractions, dont le danger était devenu manifeste depuis le moment où l'aile droite, ne rencontrant pas de résistance suffisante, avait eu l'audace de fouler ouvertement aux pieds les idées du communisme, les statuts du Parti et de l'Internationale. L'Exécutif n'a jamais vu et ne voit dans l'activité de la gauche aucun acte montrant que cette gauche veuille constituer une fraction séparée. Au contraire, en parfait accord avec les décisions et les indications de l'Exécutif, elle soutient la nécessité de l'union et de la fusion complètes de tous les éléments sincèrement communistes pour épurer le Parti des survivances qui le désorganisent et le décomposent.

d) LE CENTRE. — Le plus nombreux et le plus amorphe de tous les groupes, est celui qui reflète le mieux l'évolution du Parti telle qu'elle a été caractérisée au début de cette lettre. La rapidité avec laquelle s'est effectué le passage du socialisme au communisme sous la pression des aspirations révolutionnaires de la masse a eu ce résultat que, dans le cadre du Parti, se sont trouvés inclus des éléments multiples absolument sincères dans leur attachement au communisme, mais loin encore d'avoir liquidé leur passé démocratico-parlementaire et syndicaliste.

Beaucoup de membres de ce « centre » croyaient sincèrement qu'il suffisait de renoncer aux formules les plus discréditées du parlementarisme et du nationalisme pour transformer par là même le parti en parti communiste.

L'adoption formelle des 21 conditions à Tours leur semblait par elle-même régler la question. Ne se présentant pas suffisamment la profondeur de la transformation intérieure que devait encore subir le parti pour devenir le guide de la révolu-

tion prolétarienne ; estimant que le Congrès de Tours avait déjà résolu les principales difficultés, les représentants du centre désapprouvaient le fait de soulever dans le parti des questions de tactique et d'organisation et étaient portés à voir dans les conflits de principe des conflits personnels et des rivalités de coterie. Si la droite, doctrinalement nulle et discréditée, a pu relever la tête, c'est uniquement parce que le centre, qui dirigeait le Parti, ne lui opposa pas du premier coup la résistance nécessaire.

Pris entre une droite et une gauche plus ou moins accusée, le centre n'a pas de physionomie politique propre. Quelques-uns de ses membres, comme le camarade Daniel Renoult, ont essayé de créer une plateforme distincte, mais ils n'ont abouti qu'à rapprocher le centre sur certains points de la droite, et sur d'autres de l'extrême-gauche, ce qui n'a fait qu'accroître la confusion dans les idées. Il est incontestable que certains membres du centre penchent vers la droite et demeurent une entrave à l'évolution du Parti. Mais le devoir de la majorité des éléments dirigeants du centre — et nous espérons qu'ils l'accompliront — consiste à s'appuyer solidement sur les décisions de l'Internationale Communiste, et, en union avec la gauche, à débarrasser le Parti de tous les éléments qui, par leur conduite politique, ont déjà démontré, démontrent et continueront de démontrer que leur place n'est pas dans les rangs des communistes, afin de fortifier par là la discipline du Parti et de faire de ce dernier un sûr instrument d'action révolutionnaire.

Aux côtés des représentants de la gauche, qui, dans la période la plus difficile, ont prouvé leur fidélité à la cause de la révolution prolétarienne, doivent entrer dans le Comité Directeur ceux des représentants du centre qui ont manifesté effectivement leur intention d'ouvrir une ère nouvelle dans la vie du Parti français.

III. — La question du front unique

La question du front unique s'est posée devant l'Internationale dans la mesure où les Partis Communistes des principaux pays abandonnaient le travail préparatoire dans le domaine des idées et de l'organisation pour entrer dans la voie de l'action des masses. Pour cette raison, le Parti français a été pris au dépourvu par cette question ; ce qui s'est manifesté par une série de décisions erronées à son sujet. Pourtant, c'est précisément par le mouvement ouvrier français que la politique du front unique, appliquée par un parti révolutionnaire, homogène et centralisé, peut et doit acquérir une importance exceptionnelle.

La France est le pays de l'Europe où le régime social avait avant la guerre le caractère de stagnation le plus marqué ; de la stabilité relative des formes économiques, dues au grand nombre des petits propriétaires ruraux, découlait dans la vie politique un conservatisme qui se reflétait également sur la classe ouvrière. Nulle part, le régime des sectes révolutionnaires et pseudo-révolutionnaires n'était ancré aussi profondément que dans le mouvement ouvrier français. Plus les perspectives de révolution sociale étaient indéterminées, plus chaque groupement, fraction et secte tendaient à se transformer en un petit monde fermé. Parfois, ces fractions luttèrent entre elles pour l'influence, comme les guesdistes et les jauresistes ; parfois, comme les jauresistes et les syndicalistes, elles délimitaient leurs sphères d'influence, conformément au principe de non immixtion. L'existence même de chaque groupe paraissait à ce groupe, et particulièrement à sa bureau-

cratie, une fin en soi. A cela, se joignaient des considérations inévitables de carriérisme : la presse devenait une fin en soi pour le journalisme, les sièges parlementaires pour les députés. Ces traditions et ces habitudes, résultat d'un long passé démocratique dans un milieu conservateur, sont encore aujourd'hui très fortes dans le mouvement ouvrier français.

Le Parti Communiste n'est pas né pour être, au sein du prolétariat, une nouvelle fraction, comme les dissidents, les anarcho-syndicalistes et autres, mais pour secouer ces groupements et fractions conservateurs dans leur base même, pour montrer qu'ils ne correspondent ni aux besoins ni aux buts d'une époque révolutionnaire et pour obliger par là même le prolétariat à se sentir une classe dont toutes les parties sont liées activement par l'unité de front contre la bourgeoisie et contre l'Etat bourgeois.

Une organisation de socialisme parlementaire ou une secte de propagande peuvent, durant des dizaines d'années, exister dans le même cadre étroit qui leur assure quelques fauteuils au Parlement ou quelque écoulement de leurs brochures. Le Parti de la Révolution sociale doit apprendre à rallier pratiquement la majorité de la classe ouvrière en usant à cet effet de chaque possibilité nouvelle d'action de masse. Tandis que les groupements et fractions, survivances du passé, sont intéressés à la stabilité et à l'inébranlabilité des cloisons qui divisent la classe ouvrière en parties séparées, nous, au contraire, sommes essentiellement intéressés à abattre le conservatisme de ces cloisons et à enseigner aux masses ouvrières à agir ainsi. Là est tout le sens de la politique du front unique, et ce sens découle directement de l'essence social-révolutionnaire de notre Parti.

De ce point de vue, dire que nous sommes prêts à faire le front unique avec les masses et non avec leurs chefs, c'est scolastique pure. L'on pourrait tout aussi bien dire que nous consentons à mener des grèves contre les capitalistes, mais que nous ne consentons pas à entrer en pourparlers avec eux. Il est impossible de mener une grève sans entrer à certains moments en pourparlers avec les capitalistes ou leurs représentants ; de même, on ne saurait appeler des masses organisées à une lutte commune sans entrer en pourparlers avec ceux que telle ou telle partie de ces masses investit de sa confiance. Agir autrement, c'est, sous couleur d'intransigeance révolutionnaire, montrer une passivité politique qui ne voit point un des buts les plus importants pour lequel a été créé le Parti Communiste.

Nous considérons comme nécessaire d'examiner ici les objections qui ont été élevées ces derniers temps contre le front unique, particulièrement par le camarade Daniel Renoult et qui s'appuient sur l'expérience de l'Internationale Communiste et de ses diverses sections.

On fait remarquer que la tentative de convoquer un Congrès mondial, loin d'être couronnée de succès, n'a fait qu'accentuer la lutte des Internationales 2 et 2 1/2 contre le communisme. On essaye de tirer la même conclusion de l'expérience faite de la politique du front unique en Allemagne, où l'on voit, nous dit-on, non pas le front unique du prolétariat, mais l'union des social-démocrates et des indépendants contre les communistes.

Ces faits sont incontestables, mais seuls pourraient y voir un argument contre la politique du front unique ceux qui auraient espéré, au moyen de cette politique, éliminer les antagonismes politiques ou transformer Ebert, Scheidemann, Van-

dervelde, Renaudel, Blum et Longuet en révolutionnaires. Mais, seuls, des opportunistes pouvaient nourrir un tel espoir, et nous voyons en réalité que l'argument du camarade Renoult et de ses partisans n'est pas celui de révolutionnaires, mais d'opportunistes réduits au désespoir. Notre tâche n'est pas de refaire l'éducation de Scheidemann, Blum, Jouhaux et consorts, mais d'ébranler le conservatisme de leurs organisations et d'ouvrir à la masse la voie de l'action véritable. En fin de compte, seul le Parti Communiste y gagnera. L'aspiration à l'unité est grande dans les masses. Notre agitation a forcé, à un certain moment même, les Internationales 2 et 2 1/2 à entrer en pourparlers avec nous pour un Congrès unifié. Il est incontestable que les social-démocrates et les Indépendants se sont efforcés par tous les moyens d'empêcher l'unité d'action, et que dans leur lutte contre les communistes, ils se sont encore davantage rapprochés les uns des autres. En Allemagne, ils préparent la fusion complète. Mais l'on ne saurait voir en cela la faillite de la politique du front unique, à moins d'être complètement incapable de comprendre les voies compliquées du développement politique de la classe ouvrière.

La fusion des Indépendants et des social-démocrates crée temporairement l'apparence d'un renforcement de ces partis contre nous. Mais, en réalité, cette fusion profitera à nous. Les Indépendants s'efforceront d'empêcher les social-démocrates de remplir ouvertement leur rôle de gouvernants bourgeois ; avec beaucoup plus de succès, les social-démocrates empêcheront les Indépendants actuels de jouer leur rôle d'opposition. Lorsque le tas informe des Indépendants aura disparu, le Parti Communiste restera devant la classe ouvrière la seule force combattant la bourgeoisie et appelant la classe ouvrière au front unique dans cette lutte. Le rapport des forces en sera infailliblement modifié en notre faveur. Il est très probable que, dans quelque temps, lorsque notre renforcement se manifestera, le Parti social-démocrate unifié sera forcé d'appliquer, dans un cas ou dans un autre, le principe du front unique. Comme alors les communistes, en tant que défenseurs les plus décidés des intérêts particuliers et généraux de la classe ouvrière, ne pourront que gagner dans l'estime des travailleurs, les social-démocrates, après une collaboration temporaire, s'éloigneront davantage des communistes et engageront contre eux une campagne encore plus acharnée. La lutte entreprise par le Parti Communiste pour gagner à lui la classe ouvrière ne suit pas une ligne droite, mais une ligne brisée, très complexe, qui pourtant mène au même but dans la même direction — à condition toutefois que le Parti Communiste lui-même conserve son homogénéité, sa constance et sa discipline.

Des succès politiques ont déjà été obtenus en Allemagne par la tactique du front unique, ce que montre entre autres la note de la camarade Clara Zetkin annexée à cette lettre.

Tandis que quelques camarades français, même prêts « en principe » à reconnaître la tactique du front unique, la considèrent comme inapplicable à l'heure actuelle en France, nous, au contraire, nous estimons qu'il n'est pas d'autre pays où cette tactique soit aussi nécessaire, aussi urgente qu'en France. La raison en est, en premier lieu, la situation du mouvement syndical français.

La scission des organisations syndicales effectuée pour des motifs politiques par Jouhaux et consorts, n'est pas un moindre crime que la conduite de ces derniers pendant la guerre. Chaque tendance, chaque doctrine a la possibilité de cons-

tituer un groupement à elle dans la classe ouvrière. Mais les syndicats sont la forme essentielle de l'organisation du prolétariat en tant que classe, et l'unité de l'organisation professionnelle est dictée par la nécessité de défendre les intérêts et les droits les plus élémentaires des masses laborieuses. Faire la scission des syndicats pour des motifs politiques, c'est à la fois trahir la classe ouvrière et déclarer sa faillite. Ce n'est qu'en isolant des groupements révolutionnaires au moyen de la scission, une petite partie de la classe ouvrière, que Jouhaux et consorts pouvaient espérer conserver encore quelque temps leur influence et leur organisation. Mais, par là même, les syndicats réformistes cessaient d'être des syndicats, c'est-à-dire des organisations de masse des travailleurs, pour devenir le parti politique masqué de Jouhaux et consorts.

Il n'est pas douteux qu'il y a eu également des partisans de la scission parmi les anarcho-sindicalistes révolutionnaires. Étrangers aux grandes tâches de la révolution prolétarienne, ces éléments limitent en somme leur programme à la création d'une sorte de secte religieuse anarchiste ayant sa hiérarchie et ses fidèles. Ils font leur « pacte », accord secret par lequel ils s'engagent à s'aider les uns les autres à mettre la main sur les postes importants et, en ce sens, la scission des syndicats fait on ne peut mieux les affaires d'une coterie.

Notre position dans cette question a été et reste absolument irréductible. Ici comme sur tous les autres points, les intérêts de notre parti coïncident avec les intérêts véritables de la classe ouvrière, qui a besoin de syndicats uniques et non de fragments de syndicats. Évidemment, la Confédération révolutionnaire du Travail nous est plus proche que la Confédération réformiste. Mais notre devoir est de lutter pour la restauration de l'unité syndicale, et cela non pas dans un avenir indéterminé, mais maintenant même, immédiatement, pour faire face à l'offensive du capital. La scission syndicale est l'œuvre de la criminelle bureaucratie syndicale. Dans les deux Confédérations, la masse ne voulait pas, et maintenant encore, ne veut pas la scission. Nous devons être avec la masse contre la bureaucratie syndicale, scissionniste et trahisseuse.

La Confédération Révolutionnaire du Travail s'intitule « Unitaire ». Si, pour certains anarcho-sindicalistes, ce n'est là qu'une enseigne hypocrite, c'est pour nous, communistes, un drapeau. A chaque occasion favorable et particulièrement devant chaque possibilité d'action de masse, nous devons montrer que la Confédération Révolutionnaire du Travail n'est pas une fin en soi, mais seulement un moyen d'accélérer la reconstruction de l'unité syndicale. Le Parti, à l'occasion de la grève du Havre, s'est-il adressé aux deux Confédérations pour leur demander de coordonner leurs efforts, afin de soutenir la grève ? Non. C'est là une faute immense. Si même on croit que la C. G. T. U. s'y était opposée — ce que nous ne croyons pas — cela ne saurait servir d'excuse au Parti. En effet, nous ne sommes pas obligés de suivre la C. G. T. U. dans ses erreurs. Nous avons nos idées communistes sur le rôle des syndicats, et lorsqu'ils commettent une faute, nous devons prendre la responsabilité de la corriger, ouvertement, devant les masses laborieuses, pour aider la classe ouvrière à éviter semblables erreurs à l'avenir. Nous étions tenus de demander aux deux Confédérations, publiquement, en face du prolétariat tout entier, si elles étaient disposées à élaborer un programme d'action combinée afin de soutenir la grève du Havre. Nous devons inlassablement faire des propositions concrètes de ce genre, présenter

des programmes pratiques, préalablement établis par nous, à chaque occasion favorable dans le cadre local ou national, selon le caractère des questions et les dimensions du mouvement. La C.G.T.U. ne pourra résister et ne résistera pas à des initiatives semblables. Quant à la C.G.T. qui garde soigneusement ses partisans de tout contact avec les révolutionnaires, elle s'obstinera infailliblement. Tant pis pour la C.G.T. La politique du front unique sera le bélier qui ouvrira la brèche dans les derniers retranchements de Jouhaux et consorts.

Mais ce n'est pas assez. Nous-mêmes, en tant que partie, nous ne pouvons rester à l'écart d'un événement aussi important que la grève du Havre, et nous ne pouvons permettre à MM. les dissidents de se tenir à l'écart et de garder le silence. Nous devons leur adresser à eux aussi une proposition ouverte et directe d'entrer en conférence avec nous. On ne saurait élever aucune raison sérieuse, sensée contre une pareille proposition. Et si, sous l'influence de la situation et sous notre pression, les dissidents avaient fait le moindre pas en avant en faveur de la grève, ils auraient par là même rendu aux ouvriers un service réel et la majorité de la classe ouvrière, y compris les partisans des dissidents, aurait vu que la démarche de ces derniers était le résultat de notre pression. Si les dissidents avaient refusé, ils n'auraient fait que se déconsidérer. Quant à nous, non seulement nous aurions rempli notre devoir à l'égard d'une partie du prolétariat engagée dans une lutte active, c'est-à-dire à l'égard des grévistes du Havre, mais encore nous aurions augmenté notre autorité. Seule, une propagande de ce genre, tenace, souple, infatigable pour l'unité, propagande basée sur les faits vivants de l'action de masse, est capable de briser les cloisons du sectarisme et l'exclusivisme des coteries au sein de la classe ouvrière en augmentant son sentiment de sa cohésion de classe et infailliblement par là même notre influence.

Sur la base de toute cette action, le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier » lancé à la minute favorable, peut développer une puissante force d'attraction. A un certain moment préparé par les événements et par notre propagande, nous nous adresserons aux masses ouvrières qui nient encore la révolution et la dictature du prolétariat ou qui simplement ne sont pas encore mûres pour ces questions et nous leur dirons : « Vous voyez maintenant comment la bourgeoisie reforme l'unité de sa classe sous l'étiquette du Bloc de gauche et prépare un gouvernement « de gauche » unissant en fait toute la bourgeoisie ; pourquoi donc, nous ouvriers de partis et tendances divers ou sans parti, ne créons-nous pas notre bloc prolétarien pour défendre nos intérêts et ne mettrions-nous pas en avant notre gouvernement ouvrier ? Voilà une façon naturelle, simple, claire, de poser la question. Mais pouvons-nous songer, nous, communistes, à siéger dans un gouvernement aux côtés de Renaudel, Blum et consorts ? demanderont quelques camarades. Dans certaines conditions, ce peut être une chose temporairement inévitable ; ainsi les communistes russes, même après la victoire d'octobre, consentaient à admettre dans leur gouvernement des mencheviks et des S.R. et ont accepté en réalité la participation de quelques S.R. de gauche. Mais maintenant, par malheur, la question ne se pose pas encore d'une façon aussi pratique pour la France. Il ne s'agit pas de la formation immédiate ou prochaine d'un gouvernement ouvrier avec la participation de Frossard et de Blum,

mais d'une campagne opposant le bloc ouvrier au bloc de la bourgeoisie. Avant de créer un gouvernement ouvrier, il faut que la majorité de la classe ouvrière se rallie à ce mot d'ordre. Lorsque nous obtiendrons ce résultat, c'est-à-dire lorsque les ouvriers dissidents et les membres de la C.G.T. exigeront un gouvernement unifié, les actions de Renaudel, Blum et Jouhaux, seront bien bas, car ces messieurs ne se maintiennent encore que par leur alliance avec la bourgeoisie en face d'une classe ouvrière divisée.

Il est absolument évident que le jour où la majorité de la classe ouvrière française se groupera sous le drapeau du « gouvernement ouvrier », nous n'aurons aucune raison de nous inquiéter de la composition de ce gouvernement. En effet, le succès effectif de ce mot d'ordre serait déjà le prodrome de la révolution prolétarienne. Voilà ce que ne comprennent pas les camarades qui prennent les mots d'ordre uniquement dans leur forme extérieure et les mesurent à l'aune du radicalisme verbal, sans se rendre compte des processus qui s'opèrent au sein de la classe ouvrière.

Poser un programme de révolution sociale et s'opposer « irréductiblement » aux dissidents, aux syndicalistes réformistes, en se refusant à engager avec eux aucune espèce de pourparlers, tant qu'ils n'auront pas reconnu ce programme, c'est une politique très simple qui ne demande ni ingéniosité, ni énergie, ni souplesse, ni initiative. Mais ce n'est pas une politique communiste. Nous, communistes, nous cherchons les moyens et les voies pour amener pratiquement les masses encore inconscientes jusqu'à la position révolutionnaire du problème. Unir l'avant-garde révolutionnaire sous le drapeau de la révolution sociale, c'est le rôle que remplit déjà le Parti Communiste.

Maintenant, ce Parti Communiste doit s'efforcer d'unir toute la classe ouvrière tant sur le terrain de la résistance et l'offensive économique du capital que sur le terrain de la résistance politique à la bourgeoisie et à son bloc gouvernemental. De cette façon, nous accélérerons l'approche de la révolution sociale et nous préparerons le prolétariat à la victoire.

IV. — La tâche politique principale du Communisme français

Combattre le traité de Versailles, attirer dans la lutte des masses de plus en plus considérables et lui donner un caractère de plus en plus décisif, ce doit être le centre de l'action politique du Parti Communiste français.

La bourgeoisie française ne peut maintenir le régime monstrueux et funeste à toute l'Europe instauré par le traité de Versailles que grâce à une tension extraordinaire des forces militaires du peuple français et au pillage incessant de l'Allemagne, c'est-à-dire par la paupérisation des masses laborieuses, sur le dos de qui l'avidité et criminelle bourgeoisie allemande fait retomber les frais de sa défaite dans la mêlée capitaliste. Les menaces continuelles d'occupation du territoire allemand sont un des obstacles les plus considérables au développement de la révolution prolétarienne en Allemagne. D'autre part, les ressources matérielles ravies au peuple allemand servent à consolider la position de l'oligarchie impérialiste française, qui représente à l'heure actuelle la principale force contre-révolutionnaire non seulement en Europe, mais dans le monde entier.

Il est incontestable que la bourgeoisie française, grâce aux contributions payées par l'Allemagne,

fait une situation privilégiée à une petite partie de la classe ouvrière, afin de faciliter par là même au capital son offensive contre l'ensemble du prolétariat. C'est la même politique qu'a menée, mais sur une plus vaste échelle, durant des dizaines d'années, la Grande-Bretagne, où la bourgeoisie, pillant les colonies et exploitant les peuples moins avancés, employait une légère parcelle du butin qu'elle prélevait sur l'univers, pour créer une aristocratie ouvrière privilégiée qui l'aidait à exploiter encore plus sûrement et plus impitoyablement les masses ouvrières. C'est ainsi que s'est éduquée cette bureaucratie foncièrement corrompue des Trade Unions. Evidemment, les prétentions impérialistes de la bourgeoisie française, dans ce domaine comme dans tous les autres, viennent trop tard : le capitalisme européen n'en est plus à sa période de développement, mais à sa période de décomposition, et les efforts du capital français pour maintenir le régime de Versailles sont achetés au prix d'une désorganisation et d'un appauvrissement croissants de l'Europe tout entière. Néanmoins, il est clair que la durée du temps pendant lequel le capital français conservera encore la possibilité de continuer son action néfaste dépendra en grande partie de l'énergie avec laquelle le Parti Communiste français développera, dans le pays, une campagne active contre le traité de Versailles et contre son auteur, la bourgeoisie française.

Il n'est pas douteux non plus que les dissidents et les syndicalistes réformistes trouvent leur partisans les plus actifs dans cette partie infime de la classe ouvrière qui est directement ou indirectement intéressée au régime unique des contributions allemandes. Ces éléments ont, au fond, une psychologie de parasites. MM. Blum, Jouhaux et autres sont les types politiques et syndicaux achevés de cet esprit de parasitisme qui lient certains éléments de l'aristocratie de la bureaucratie prolétarienne au régime imposé par la paix de Versailles. Ces gens-là et leur bande sont incapables de mener une lutte sérieuse contre cette hégémonie de brigandage exercée actuellement par la France, car cette lutte les blesserait eux-mêmes dans leurs intérêts (1).

La lutte pour la révolution sociale se présente maintenant devant le prolétariat français avant tout comme une lutte contre l'hégémonie militaire du capital français, contre le pillage de l'Allemagne, contre la paix de Versailles. C'est précisément dans cette question que notre Parti français doit montrer ou déployer un caractère vraiment international et vraiment révolutionnaire.

Durant la guerre, pour un parti prolétarien, l'internationalisme consistait à dénoncer le principe de la défense nationale, car, alors, cette dénonciation avait un caractère actif, attendu qu'elle comportait la mobilisation des masses ouvrières contre la « patrie » bourgeoise. Actuellement, alors que la bourgeoisie française, sortie victorieuse de la guerre, est occupée à dévorer et à digérer sa proie inouïe, la dénonciation du principe de la défense nationale, dénonciation évidemment nécessaire, cesse d'être suffisante. La bourgeoisie peut tolérer sans peine jusqu'à la nouvelle guerre cet antipatriotisme purement verbal. Maintenant, seule, peut avoir un caractère révo-

lutionnaire actuel et actif une campagne contre le pillage, fruit de la « défense nationale », contre les contributions et les réparations, contre la paix de Versailles. Seule, une campagne semblable permettra au Parti d'éprouver et de tremper ses effectifs en balayant impitoyablement les éléments louches par la plaie du parasitisme nationaliste, s'il se trouve dans quelque coin de ces éléments.

Dans cette question également, votre Congrès doit ouvrir une ère nouvelle : l'ère de la lutte révolutionnaire des masses contre Versailles et les Versaillais.

V. — Questions d'organisation

Des considérations que nous avons développées plus haut découlent naturellement les conclusions relatives à l'organisation : il s'agit d'assurer au Parti Communiste le caractère d'une véritable organisation prolétarienne, en liaison étroite avec toutes les formes du mouvement ouvrier, étendant son action sur tous les groupements ouvriers, contrôlant et orientant également l'activité des communistes au Parlement, dans la presse, dans les municipalités et les Conseils généraux, dans les syndicats et dans les coopératives. A ce point de vue, les projets de modification aux statuts du Parti et au régime de la presse élaborés par le Comité Directeur sont indubitablement un progrès. Il va de soi que ces modifications de forme et de statuts ne peuvent avoir de signification réelle que si dorénavant les organes dirigeants du Parti leur donnent dans toute leur action un contenu correspondant.

A ce point de vue, une question exceptionnelle est grave est celle de la composition du *Comité Directeur*. On doit ici, à notre avis, se guider sur deux critères décisifs. 1° Le Comité directeur doit incarner l'union de la gauche et du centre contre la droite, c'est-à-dire contre l'opportunisme et le centrisme, pour le développement de l'activité politique révolutionnaire des masses ; 2° la majorité du Comité directeur doit être composée d'ouvriers et de préférence d'ouvriers ayant une liaison avec les organisations syndicales. L'importance du premier critère a été expliquée plus haut, quant au second, il est nécessaire d'en dire ici quelques mots.

Garantir au Parti la liaison avec les masses, c'est avant tout lui garantir cette liaison avec les syndicats. Il faut une fois pour toutes en finir avec cette opinion monstrueuse, mortelle pour la révolution, d'après laquelle le Parti n'a rien à voir dans les syndicats et dans leur action. Sans doute l'organisation syndicale, comme telle, est autonome, c'est-à-dire oriente elle-même sa politique conformément à la démocratie ouvrière. Mais le Parti lui aussi est autonome en ce sens qu'aucun anarcho-syndicaliste ni confusionniste n'ont le droit de lui prescrire les questions qu'il peut traiter et celles qui lui sont interdites. Le Parti Communiste a non seulement le droit mais le devoir de s'efforcer d'occuper une position dirigeante dans les syndicats par la confiance volontaire que les syndiqués accordent à ses mots d'ordre et à sa tactique. Le régime qui soumet les syndicats à des coteries anarcho-syndicalistes ne représentant qu'elles mêmes et liées par des pactes sacrés comme ceux du carriérisme maçonnique, doit prendre fin. Le Parti mène son action dans les syndicats au grand jour. Tous les communistes travaillent dans les syndicats en tant que communistes et y forment des noyaux communistes rigoureusement soumis à la discipline du Parti.

(1) D'autant plus importante, par suite, est l'application de la politique du front unique dans cette question aussi : c'est le seul moyen de démasquer rapidement, devant les masses ouvrières non communistes, le cordon ombilical qui rattache les dissidents et les jouhaux à leur mère la République impérialiste.

Dans les questions d'action syndicale, les communistes se conforment évidemment à la discipline syndicale et sous ce rapport aussi donnent l'exemple au reste de la masse ouvrière. Voilà pourquoi il est d'une extrême importance que le nouveau Comité Directeur comprenne un certain nombre des militants actifs du mouvement syndical. Si ces militants assurent la liaison du Comité Directeur avec les organisations syndicales et par là contribuent à faire du Parti un parti vraiment ouvrier, ils trouveront en retour pour eux-mêmes dans le Comité Directeur une école supérieure de politique communiste. Or, notre parti français a un extrême besoin de former des chefs prolétaires.

Telles sont les principales missions du prochain Congrès du Parti Communiste français dont l'Internationale suivra avec la plus grande attention la marche et les résultats. Si l'Internationale est exigeante envers le Parti Communiste français, c'est d'elle-même qu'elle exige, puisque le Parti français est une de ses principales sections. Les antagonismes profonds qui sont à la base de la République capitaliste française ouvrent au prolétariat français dans un avenir prochain, nous l'espérons, des possibilités d'action considérables. La préparation à ces actions demande le maximum de vigilance et d'exigence envers nous-mêmes. C'est l'idée de la grande mission historique incombant au prolétariat français qui nous a inspiré cette lettre. Si l'Internationale a de grandes exigences envers ses partis, c'est qu'elle a une confiance profonde dans le développement révolutionnaire du prolétariat mondial et avant tout du prolétariat français. Le Parti Communiste français triomphera de sa crise intérieure et sera à la hauteur de son incomparable mission révolutionnaire.

Annexe sur le Front Unique en Allemagne

La fusion imminente entre le S.P.D. et le U.S.P.D. en Allemagne n'est pas le fruit de la politique du front unique, mais sa caricature, engendrée par les chefs de ces deux partis pour couvrir la banqueroute de la politique par une duperie nouvelle. Les chefs des réformistes des deux camps abusent et exploitent la nécessité de l'union des forces prolétariennes, nécessité sentie par les masses, en s'unissant pour faire front unique avec la bourgeoisie et contre les communistes. Cette union est l'aboutissant inévitable, naturel du fait que les deux partis ont déserté le terrain de la lutte de classe et ont pratiqué la politique de l'« Union sacrée » de la collaboration des classes. La seule différence est que les Scheidemann ont renoncé à la phrase révolutionnaire et que les Dittman la cultivent encore. Puisque aucun principe ne sépare plus les partis, non plus qu'aucune question de tactique, les deux camps réformistes peuvent se réunir. Ils doivent le faire pour regagner des forces ou du moins une apparence de force. Les S.P.D. ont perdu pendant la dernière année, plus de 6.000 membres, ce qui est énorme, vu leur organisation parfaite. Le U.S.P.D. n'a pas encore publié son rapport, mais c'est le secret de polichinelle qu'il ne sait plus comment couvrir son déficit et la *Freiheit*, l'organe central du Parti, est à l'agonie. Mais les deux partis sont surtout obligés de faire des efforts pour regagner un peu de leur popularité compromise par leur politique réformiste qui les jette dans les bras de Stinnes. Ils le font en exploitant le mot d'ordre le plus populaire, parmi les masses ouvrières. Celles-ci apprendront bientôt quelle différence essentielle et

fondamentale il y a entre l'union organique de deux partis réformistes et l'union réformiste des masses prolétaires pour la lutte.

A côté de l'union organique de deux partis réformistes, l'action du P. C. pour le front unique continue sans relâche contre les chefs réformistes des deux partis et de la bureaucratie syndicale, et cela avec un succès croissant indéniable. Déjà, au moment de la campagne, à l'occasion du meurtre de Rathenau, le succès s'est manifesté. Dans les provinces du Rhin et de la Westphalie, avec leurs grands centres industriels, dans beaucoup de villes et dans des districts entiers, des comités d'action sont formés, composés de délégués des deux partis réformistes, du Parti Communiste et des syndicats ; quelquefois, ces comités ont été constitués par les « gewerkschaftliche Kartelle » de la localité ou du district, qui choisissaient leurs délégués parmi les représentants des trois partis ouvriers. Sous la poussée des masses organisées, les chefs des réformistes, et notamment la D.A.G.B. (l'Exécutif de la Confédération générale du travail), se virent forcés d'entrer en relations avec le Parti Communiste. Les relations ne furent pas de longue durée. Toutefois, il y a eu deux grandes manifestations générales dans toute l'Allemagne. Grâce à ces négociations et à ces manifestations en commun, le Parti Communiste a gagné un contact beaucoup plus intime, et sur une étendue plus grande, avec les masses ouvrières. Dans un bon nombre de villes, les comités d'action pour le désarmement de la contre-révolution ont existé plus longtemps que le mouvement de protestation, lequel s'est vite affaibli, par suite de la trahison des réformistes.

L'idée du front unique progresse de nouveau et à grands pas. La crise actuelle la favorise. Les luttes économiques obligent les ouvriers et employés à s'unir et à contraindre leurs représentants dans les syndicats et les organisations politiques à combattre en commun. La grande réunion générale des délégués de fabriques à Berlin en est l'exemple. Plus de 6.000 délégués y prirent part bien que la bureaucratie syndicale, le U.S.P.D. et le S.P.D. eussent exhorté leurs membres à n'y pas assister.

Cette réunion, qui fut un véritable événement, a choisi un comité de quinze membres pour préparer un congrès des délégués de fabriques de toute l'Allemagne. Ce Comité comprend des adhérents des trois partis ouvriers. Il est chargé de convoquer le congrès, dans le cas où l'exécutif des syndicats ne le ferait pas. Le but est de constituer des « comités de contrôle » sur la production, la répartition, les prix, etc.. Dans plusieurs villes industrielles, des comités de contrôle sont déjà constitués ; très grand est le nombre des villes où les ouvriers ont réuni des assemblées de délégués de fabriques, où ils ont constitué des comités de délégués de fabriques, demandant le contrôle de la production. Partout ce sont les communistes qui sont à la tête de ce mouvement pour le faire aboutir à l'union pour la lutte.

Il est vrai qu'il y a dans notre Parti quelques oppositions contre le front unique. Mais cette opposition est dirigée surtout contre les fautes commises, contre une mauvaise application. Les fautes seront de plus en plus évitées. Le Parti doit apprendre à manœuvrer sur le terrain nouveau et à constituer le front commun, mais en même temps conserver et montrer sa physionomie politique et propre.

Pour le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste,

G. ZINOVIEV.

Motions de politique générale

Motion Frossard-Souvarine

1. — Le Congrès, considérant l'époque écoulée depuis le Congrès de Tours et la crise du Parti constatée depuis plus d'un an, déclare que le ralentissement du développement du Parti est dû essentiellement à l'application insuffisante de la résolution fondamentale de Tours, traduisant les thèses et décisions du 2^e Congrès communiste international. Sans méconnaître les difficultés à vaincre et l'importance des résultats acquis dans l'œuvre de construction du Parti Communiste, sans perdre de vue le fléchissement général temporaire du mouvement ouvrier révolutionnaire européen qui devait fatalement se répercuter sur le mouvement révolutionnaire français, il faut reconnaître à la lumière de l'expérience que les survivances de l'esprit social-démocrate de l'ancien parti et la méconnaissance de la valeur des résolutions de l'Internationale Communiste ont nuit au renforcement et au perfectionnement du jeune Parti Communiste.

2. — Les 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste, établies avec raison pour l'ensemble des partis affiliés, se sont révélées à l'épreuve comme des moyens indispensables à la création de Partis Communistes véritables dans tous les pays. Le Parti s'affaiblit dans la mesure où il s'en éloigne et se renforce dans la mesure où il se rapproche. La Direction du Parti doit désormais tendre à la réalisation du maximum d'application possible des 21 conditions, seule méthode efficace de transformation complète du Parti en Parti Communiste.

3. — Les 21 conditions d'adhésion, la résolution de Tours, la rupture de l'ancien unité sont des décisions fondamentales qui ne sauraient être remises en cause dans le Parti. Les attaquer, c'est mettre en question l'existence même du Parti comme Parti Communiste. Le Parti ne peut l'admettre, et sa Direction prononcera dorénavant sans délai l'exclusion de tout membre qui attaquerait ces décisions.

4. — L'adhésion du Parti à l'Internationale Communiste, son approbation des thèses et résolutions des trois premiers Congrès mondiaux, des 21 conditions d'adhésion, des statuts internationaux, impliquent l'acceptation de principes nettement définis et excluent radicalement tout ce qui les contredit. Il n'y a pas place dans un Parti Communiste pour le pseudo-fédéralisme que d'aucuns préconisent en invoquant inconsidérément le soviétisme ; pour le syndicalisme libéral, qui va directement à l'encontre du Parti, lequel se confond avec l'intérêt général du prolétariat ; pour le pacifisme et l'antimilitarisme abstraits, qui méconnaissent la nécessité d'une organisation de la violence révolutionnaire.

5. — Le Parti a souffert de ces déviations qui contredisent les conceptions essentielles du communisme organisé. Il a trop longtemps toléré des déformations inadmissibles des idées directrices de l'Internationale Communiste, déformations qui ne sauraient exister qu'en dehors du Parti. L'Exécutif de l'Internationale a formulé avec raison, contre ces déviations et déformations, des critiques traduisant l'opinion de l'immense majorité du Parti et que le Congrès fait siennes. Le Parti ne pourrait plus admettre que soient posées systématiquement dans ses assemblées et dans sa presse des questions de principe qu'il considère comme tranchées, à la lumière de toutes les révo-

lutions et de tous les grands mouvements ouvriers, par les décisions des Congrès Communistes nationaux et internationaux.

6. — Le Parti a souffert d'un manque de discipline qui a trop souvent rappelé l'état de choses de l'ancien Parti socialiste, condamné à Tours. La discipline, c'est-à-dire la subordination de tout intérêt individuel et local, à l'intérêt collectif supérieur, tant de l'organisation nationale que de l'organisation internationale, exprimé par les organes responsables correspondants, est une nécessité absolue dans un Parti révolutionnaire. Méconnaître une telle nécessité, c'est revenir aux errements de l'ancien Parti socialiste et de la 2^e Internationale : le Parti n'entend pas subir ce recul. Il veut au contraire aller plus avant dans la voie de sa transformation définitive en Parti Communiste et par conséquent resserrer sa discipline. Le Parti ne saurait tolérer que son point de vue, conforme à celui des communistes de tous les pays, soit interprété comme une soumission à la volonté de domination de certains hommes : une telle calomnie, d'usage courant chez tous les ennemis du communisme, ne doit pas trouver d'écho dans le Parti. Celui-ci n'obéit qu'à sa conscience révolutionnaire collective : les camarades qu'il investit de sa confiance et qu'il désigne aux postes responsables n'agissent et qu'en interprètes de sa volonté.

7. — Le Parti, dont l'organisation des organes centraux ne correspond pas aux besoins de la lutte révolutionnaire actuelle, a souffert d'un manque de direction qui ne peut plus se prolonger, alors que ses tâches révolutionnaires deviennent de plus en plus pressantes. Son Comité Directeur et ses journaux quotidiens n'ont pas répondu pleinement à leur mission, qui est de faire entendre en toutes circonstances la voix du Parti et de donner aux membres du Parti des directives, à la masse ouvrière des mots d'ordre, dans l'action de classe quotidienne. L'Internationale a proposé au Parti, il y a plus d'une année, de s'inspirer de l'expérience et de l'exemple des autres grands Partis Communistes en créant une direction politique restreinte pour pouvoir être permanente. Le Parti n'a que trop tardé à faire sien son projet. Il est indispensable de le réaliser au plus tôt et de créer le bureau politique qui assumera la responsabilité collective de diriger le Parti et ses organes, sous le contrôle constant du Comité Directeur. Bien loin d'instituer une dictature, cette mesure supprimera toute trace d'autorité personnelle et de responsabilité anonyme ; elle apportera ainsi une amélioration considérable au travail de direction du Parti.

8. — Le Parti ne s'élèvera à la hauteur de son rôle historique d'avant-garde révolutionnaire qu'en devenant une organisation spécifiquement ouvrière. Il doit progressivement transformer ses cadres actuels en cadres ouvriers, constituer et éduquer une élite ouvrière de la liera aux masses et renforcera son esprit de classe. Il doit participer activement aux luttes économiques du prolétariat et donner à celui-ci la preuve qu'il est au service de sa cause et non un parti politique semblable à ceux qui ont déçu jusqu'ici les ouvriers. Le Parti devra faire appel à toutes les capacités ouvrières que l'action révélera pour leur confier méthodiquement les postes responsables et représentatifs de l'organisation, tout en veillant à ne pas laisser se créer de démagogie ouvrière qui repousserait *a priori* la collaboration des techniciens et des intellectuels dont le concours est

nécessaire à la victoire de la révolution prolétarienne.

9. — Le Parti se considère comme une section d'un seul et grand Parti Communiste mondial, dont la direction siège à Moscou sous la protection de la première Révolution prolétarienne triomphante.

Il a conscience de l'incalculable dette de reconnaissance que les révolutionnaires du monde entier ont contractée envers le prolétariat révolutionnaire russe et son Parti Communiste, que l'histoire a placés à l'avant-garde de la révolution mondiale et qui ont consenti tous les sacrifices pour entretenir ardent un foyer révolutionnaire qui ne s'éteindra plus. Le Parti se proclame indissolublement lié à l'Internationale Communiste, dont il aspire à devenir l'une des sections les plus actives. Il vaincra, avec l'aide de l'Internationale, ses difficultés passagères et abordera résolument la tâche qui lui incombe dans l'action révolutionnaire internationale.

Ont voté pour :

Bestel, Louise Bodin, Bouthonnier, Cachin, Cartier, Lucie Colliard, Dormoy (avec réserves), Amédée Dunois, F. Faure, Frossard, Garchery (avec réserves), Gourdeaux, Ker, Georges Lévy, Paul Louis (avec réserves), Paquereaux, Soutif, Tommasi, Treint, Vaillant-Couturier, Laporte, Péri.

Motion Dondicol-Renoult

Le Parti, constatant la crise dont souffre le communisme en France et résolu à multiplier ses efforts pour remédier à celle-ci, n'entend pas laisser s'égarer les responsabilités.

Tout d'abord, il estime qu'il faut chercher le principal remède à cette crise dans l'application du mot d'ordre du 3^e Congrès : aller aux masses, et il déclare qu'en effet le Parti français ne s'est pas jusqu'ici suffisamment rapproché des larges masses ouvrières.

C'est, en grande partie, parce qu'il ne s'est pas assez mêlé à la lutte pour les revendications quotidiennes de ces masses qu'il traverse la crise actuelle.

Le Parti, dans son Conseil National d'Aubervilliers, en repoussant la tactique du front unique, s'était engagé, par là même, à atteindre le but proposé, c'est-à-dire l'action sur les masses au moyen de ses propres forces et par la collaboration exclusive des organisations révolutionnaires. Mais il faut constater, avec regret, que depuis le Conseil National d'Aubervilliers, le Parti n'a pas mené une action suffisante dans ce sens.

Cependant, à la décharge du Comité Directeur, il faut reconnaître que les luttes de tendances dans son sein et dans le Parti ont contribué largement à rendre l'action difficile.

Le Congrès constate que l'esprit de fraction à l'intérieur du Parti et les polémiques personnelles flétris à Marseille, ont considérablement contribué à créer les difficultés actuelles.

Le Parti doit confirmer, non par des répétitions de mots, mais par des actes, son adhésion à la 3^e Internationale et sa volonté d'appliquer les 21 conditions acceptées à Tours. Il proclame son attachement à la discipline de l'Internationale.

Ceux qui repousseraient cette discipline se mettraient d'eux-mêmes hors du communisme organisé.

Mais le Parti proteste contre l'injuste et ridicule manie qui veut grouper arbitrairement les membres du Parti en fraction de droite, du centre, de gauche et d'extrême-gauche. C'est seulement dans la lutte révolutionnaire, dans l'action que de pareilles classifications, établies à la lu-

mière des faits et basées sur l'attitude des uns et des autres, pourront présenter quelque vérité.

La discipline doit être l'expression de la volonté collective des communistes du monde entier. Les règles doivent être fixées par les Congrès nationaux et internationaux. Le Parti renouvelle son acceptation des décisions des premiers congrès qui ont fixé les pouvoirs de l'Exécutif. Mais il déclare que la discipline internationale perdrait sa base même si les grandes décisions générales n'étaient pas prises par le Congrès mondial lui-même, précéder, comme la logique l'exige, par des Congrès nationaux réunis pour mandater régulièrement les délégués de chaque pays.

Le Parti pense que le centralisme démocratique doit présider à sa direction. La constitution d'un Bureau politique permanent à la tête du Parti, déjà prévue à Marseille, peut donner les meilleurs résultats pour l'organisation du travail, à la condition que les pouvoirs d'impulsion générale restent aux mains du Comité Directeur, expression du Congrès National.

Il est nécessaire que les manquements au devoir communiste soient réprimés sans faiblesse. Le Congrès approuve les décisions prises dans ce sens par le Comité Directeur, avec la certitude que l'action combinée du Comité Directeur et de la Commission des Conflits, telle que l'établissent les nouveaux statuts, permettra de régler toutes les difficultés.

Il pense, d'ailleurs, que ce n'est pas en renouvelant sans cesse des menaces d'exclusion, mais en agissant selon les directions d'une vraie politique révolutionnaire, que le Parti Communiste rejettera de son sein les mauvais éléments qu'il peut encore contenir. Ainsi disparaîtront dans l'action les dernières survivances de l'ancien Parti social-démocrate en France.

Pour remplir sa mission : éduquer et entraîner les masses, préparer l'action décisive de demain, le Parti doit donc délaisser toute querelle subalterne, se consacrer entièrement au grand mouvement ouvrier. Il doit déclarer et prouver que les considérations électorales et parlementaires sont, pour lui, d'importance secondaire. Avant tout, il doit s'appliquer à faire des grandes questions économiques les leviers de sa propagande. Il doit aller aux masses et démontrer, par le fait, par l'intransigeance de son attitude révolutionnaire sur toutes les questions, qu'il est vraiment le Parti de la classe ouvrière.

C'est dans la mesure où, s'épurant ainsi, par une vie plus active et plus saine, il s'identifiera avec le prolétariat révolutionnaire lui-même, que le Parti Communiste français, aidé par les conseils de l'Internationale, surmontera la crise présente et accomplira toute sa tâche historique.

Ont voté pour :

Daniel Renoult, Dondicol, Auclair, Victor Méric, Servantier.

Motion Rappoport

La multiplication quasi infinie des tendances menace de transformer la crise de croissance du Parti en une véritable catastrophe aboutissant à une dislocation certaine. Car il ne faut pas se le dissimuler : toute tendance tend, par la force des choses et les rivalités personnelles qu'elle met en jeu, à dégénérer en fraction. Nous sommes loin de nier l'utilité d'un choc des idées et même des tempéraments. La fécondité des discussions sérieuses et objectives entre camarades d'un même parti a été glorieusement illustrée par le Parti Communiste russe. Ce parti doit nous servir de modèle, car c'est le seul Parti prolétarien au monde qui ait su, par une lutte de vingt années, grouper l'élite de la classe ouvrière autour de son dra-

peau de classe, la mener à la bataille, conquérir triomphalement le pouvoir et se maintenir pendant cinq ans contre le monde capitaliste tout entier coalisé contre la Révolution russe. Or, dans ce parti modèle, les discussions d'idées marchaient toujours de pair avec l'œuvre positive de propagande et de recrutement, avec la lutte incessante pour des revendications ouvrières et politiques immédiates et pour notre but final : la Révolution sociale intégrale.

Ce ne fut pas le cas, depuis le Congrès de Marseille, pour le Parti Communiste français. Des questions de personnes n'ont cessé d'empoisonner l'atmosphère du Parti et de la rendre irrespirable. Le Comité Directeur dut y consacrer le plus clair de ses forces.

Il faut y mettre fin coûte que coûte. La condamnation sommaire et sans preuve de l'ancien Comité Directeur, sans tenir compte de la situation créée par le Congrès de Marseille, ne saurait être tentée qu'en vue d'une glorification de quelques personnalités restées, à la suite de ce Congrès, en dehors du C. D. Celui-ci a tenté un effort de propagande sans précédent dans les annales de notre Parti. Son action avait des limites dans le manque de militants appropriés et de ressources pécuniaires suffisantes. Elle fut surtout troublée par des difficultés et des rivalités personnelles sans fin ni gloire.

Seul un recrutement intense de nouvelles forces, une propagande inlassable et passionnée de nos idées, une lutte incessante pour les revendications ouvrières sont susceptibles de donner un nouvel essor au Parti affaibli, partiellement démoralisé.

Le Parti n'a pas besoin de ces motions qui ne sont qu'un moyen détourné pour un groupe d'individualités, de s'emparer de la direction du Parti et de ses organes au préjudice des autres individualités, quelles que soient leur origine, leur part d'action pour le bien du Parti et leur tendance. Ce dont le Parti a besoin pour se sauver et pour prospérer, c'est de clarté d'abord et d'action méthodique et discipline ensuite.

Pour la clarté

Une faute initiale fut commise au Congrès de Tours. Les 21 conditions exigées par la 3^e Internationale, d'une clarté éblouissante et d'une rigueur salubre, ne furent jamais votées par le Parti. Elles furent remplacées par une vague motion pleine de réticences et d'équivoques. Cette motion pouvait correspondre, à un moment donné, à la nécessité de grouper, pour l'adhésion à la 3^e Internationale, le plus grand nombre — ce qui implique déjà un gros danger — de partisans et à l'état transitoire où se trouvait le mouvement socialiste d'après-guerre. Aujourd'hui, toute équivoque doit disparaître. L'adhésion à la 3^e Internationale doit être franche et totale, avec toutes ses conséquences de discipline et d'action. Le Parti doit donc déclarer accepter les 21 conditions avec la ferme volonté de les appliquer dans leur intégralité et d'en faire une loi agissante de notre action quotidienne.

Depuis le Congrès de Tours, les événements ont marché. Si quelques illusions sur la marche précipitée de la révolution mondiale ont disparu, les conséquences inévitables du carnage mondial qui fut le suicide de la société capitaliste et du Traité de Versailles, véritable traité de guerre à perpétuité, font ressortir avec une clarté toujours croissante la nécessité de la chute du régime irrémédiablement compromis et de la transformation de la société capitaliste en société communiste. En dehors de l'héroïsme sans précédent du prolétariat russe, c'est cette faillite du régime qui a assuré le triomphe du pouvoir ouvrier en Russie, sa

victoire éclatante sur le capitalisme mondial.

Notre tactique, par conséquent, doit toujours s'orienter vers la préparation méthodique, dans chaque pays, de la révolution mondiale. Tenant compte de ces circonstances et de cette nécessité, la 3^e Internationale a formulé, dans ses Congrès et dans les réunions de son Comité Exécutif élargi, une série de thèses et édicte des mesures susceptibles de faire avancer cette œuvre de préparation révolutionnaire. *Le P. C. F. donne son adhésion pleine et entière à ces décisions en se faisant un devoir de les expliquer, les commenter et les appliquer.*

Pour l'action méthodique

Un grand parti a besoin d'une discipline rigoureuse. Mais un parti ne vit pas que de discipline. *Il lui faut du recrutement et de l'action.* Ce n'est pas dans le néant qu'il accomplit son œuvre de redressement. C'est dans et par l'action. Pour cela, il faut qu'il accentue son action de propagande et d'agitation.

L'*Humanité*, organe central du Parti, doit devenir un organe non seulement d'information ouvrière et sociale, mais de propagande et de lutte communistes en écartant impitoyablement toute imitation de la grande presse bourgeoise. La politique générale des classes dominantes doit être le résumé d'une façon claire, brève et vivante, à la portée des masses ouvrières, avec des conclusions qui s'imposent pour notre lutte communiste.

Les autres organes non quotidiens du Parti doivent être exclusivement consacrés à la propagande de notre doctrine, sans polémiques personnelles entre camarades et sans servir de piédestal aux individualités.

L'action du Parti dans les syndicats fut déterminée par les décisions de l'Exécutif de la 3^e Internationale. Le P. C. F. n'a qu'à les appliquer avec la plus grande énergie dont il est capable.

L'insuffisance doctrinale du P. C. F. est reconnue et universellement regrettée. *Le Parti a comme tâche de susciter, par une initiative inlassable, partout où cela peut se faire, des écoles pour former des militants communistes connaissant les bases théorique et pratique de notre doctrine.*

Le Parti doit veiller à ce que les organes mensuels et hebdomadaires soient principalement consacrés et adaptés à ces fins. L'Internationale, par ses éditions multiples et excellentes, nous facilite la réalisation de cette tâche essentielle.

En résumé, le Parti doit orienter toute son action vers le but de faire de notre Parti Communiste un véritable Parti prolétarien. Pour cela, le puissant Parti Communiste russe nous a montré le chemin. Il a formé des noyaux — dits « Fat-chei i » — dans toutes les usines, dans toutes les fabriques et dans toutes les institutions ouvrières et autres soumises à la discipline du Parti. Le Parti Communiste se forme ainsi non en dehors et au-dessus de la classe ouvrière, mais de la substance même du prolétariat.

Sans singer le mouvement russe, nous devons tendre à réaliser ces organisations de base. Le futur C. D. doit élaborer un plan de réalisations de cette forme d'organisations, adaptée aux conditions du pays.

Les questions du front unique et de la tactique électorale sont liquidées par les résolutions du S. E. Il incombe au P. C. F. de les appliquer intégralement, comme toutes les autres décisions du C. E., en les expliquant.

Pour rendre possible l'accomplissement de l'œuvre immense et difficile du P. C., le front unique intérieur du Parti est une nécessité vitale. *Ceux qui ne veulent pas se soumettre aux décisions claires du C. E. doivent quitter le Parti.* C'est élé-

mentaire. Un parti ne saurait perdre son temps en se mettant lui-même éternellement en discussion. Il tomberait dans le ridicule.

Mais une fois la discipline acceptée, non seulement en paroles, mais en actes, chaque camarade a droit au respect de tous les membres du Parti. Tout dénigrement de certains camarades au profit d'autres, en vue de former des coterie, doit prendre fin. Le Parti et ses organes n'appartiennent pas aux individus, mais les individus appartiennent au Parti et sont tenus à le servir et non à s'en servir.

La situation devient de plus en plus révolutionnaire. Toutes les forces de la classe ouvrière et de ses militants ne sont pas de trop pour les luttes gigantesques qui se préparent en France et dans le monde.

C'est l'Unité de toutes nos forces, disciplinées dans la lutte commune qui est la garantie de notre victoire finale certaine.

A voté pour : Rapport.

Motion Verfeuil

Le Parti Communiste, qu'on a pris soin pendant plusieurs mois de représenter comme la continuation du Parti Socialiste, et qui s'est effectivement appelé pendant un an Parti Socialiste, section française de l'Internationale communiste, a été constitué au Congrès de Tours. Sa charte constitutive est la motion Cachin-Frossard.

Cette motion n'impliquait pas l'acceptation, dans leur intégralité, des vingt et une conditions. Elle faisait des réserves expresses sur un certain nombre d'entre elles. Elle rejetait, notamment, la subordination des syndicats au Parti, s'opposait aux exclusions et donnait, par l'institution de la Commission souveraine des Conflits, suggérée par Dunois et Souvarine, des garanties suffisantes de sécurité pour que tous ceux que l'adhésion à l'Internationale Communiste ne gênaient pas pussent rester dans le Parti.

Le discours du citoyen Frossard réprouvant le télégramme de Zinoviev et faisant appel à la fraction Longuet (« Nous avons besoin de vous », s'écriait-il) en assurant les minorités qu'elles ne seraient pas brimées, ajoutait encore à l'impression de tolérance qui se dégageait de la motion Cachin-Frossard si libéralement interprétée par ses auteurs et par la quasi-unanimité des délégués fédéraux dans leurs déclarations à la tribune du Congrès.

Des assurances personnelles furent données à un certain nombre de camarades, que la mise en demeure injurieuse de Zinoviev avait révoltés et qui purent ainsi, par discipline, demeurer dans le Parti.

Des démarches furent faites aussi auprès des municipalités de la banlieue parisienne, qui acceptèrent, pour la plupart, par discipline également, de ne pas quitter le Parti, mais tinrent à préciser leurs sentiments et leur position dans une déclaration publiée par l'Humanité.

Quatre mois après, le Congrès administratif se réunissait et, codifiant la charte de Tours, introduisait dans les statuts du Parti les garanties données au moment de la scission.

Les nouveaux statuts étaient, quelques semaines plus tard, approuvés par l'Internationale Communiste.

L'action d'une fraction

Le régime issu de Tours et du Congrès administratif de Paris a été celui du Parti jusqu'à ce jour.

Il a fonctionné, dans son ensemble, à la satisfaction de la grande majorité des membres du Parti. Il pourrait subsister sans une fraction qui

se croit seule détentrice de la vérité communiste supporte mal de n'avoir pas, à Tours, conquis la direction du Parti avec ses seules forces.

C'est cette fraction, battue à Marseille, qui a ouvert l'ère des discussions personnelles d'abord et s'efforce maintenant d'ouvrir celles des proscriptions.

C'est elle qui a commencé par jeter la suspicion, puis l'anathème sur des camarades coupables seulement de ne pas penser par ordre et de proclamer leur opinion.

C'est elle qui a lancé l'idée du présidium, dans l'espoir de mettre des hommes à elle « sûrs et éprouvés » à la direction de plus en plus restreinte du Parti, devenu ainsi l'instrument passif de quelques individus, eux-mêmes dans la main d'autres personnalités plus haut placées et plus omnipotentes encore.

C'est elle qui, favorisée par des faiblesses, d'autres fractions et d'autres hommes, est responsable du bouleversement qu'on se propose, au Congrès d'octobre, d'apporter aux statuts du Parti et qui ne tend à rien moins qu'à faire de celui-ci le monastère et la caserne dont le citoyen Frossard disait, à Tours, ne vouloir à aucun prix.

Le Parti, réuni en Congrès national, a pour premier devoir de dénoncer ces agissements et d'en souligner aux yeux de la France communiste les néfastes conséquences.

La voie dans laquelle certains s'efforcent d'engager le Parti le conduit à la ruine et à la mort.

Elle l'y conduit du fait qu'on lui impose des politiques successives pleines d'incohérence et de contradictions, des mœurs intérieures faites de sectarisme et de suspicion, des discussions vaines ou byzantines qui rebutent les nouveaux et même les anciens adhérents.

Ses meilleurs militants, dégoûtés, perdent le chemin de la section, ne reprennent plus leur carte, « restent chez eux », pour employer une expression de plus en plus en usage.

On conduit le Parti à la ruine et à la mort, en essayant, en second lieu, de le transformer en « monastère ou en caserne », alors qu'il doit être un parti de discipline, nous en convenons, mais de discipline librement consentie, ferme, mais souple et qui ne saurait avoir rien de commun avec celle des jésuites ou des armées.

On conduit le Parti à la ruine et à la mort en voulant l'immiscer aussi dans la vie intérieure des organisations syndicales révolutionnaires, qui peuvent légitimement s'inquiéter de voir ainsi menacée leur nécessaire indépendance.

Le Parti Communiste est le parti de la classe ouvrière et il a raison, à ce titre, de vouloir combiner son action propre avec celle des syndicats. Il n'a pas le droit, sous peine de nuire gravement au mouvement ouvrier et à lui-même, d'enfreindre l'autonomie organique des syndicats et de chercher à les subordonner et les assouplir.

C'est à toutes ces raisons qu'on doit attribuer le fléchissement des effectifs, tombés de 131.476 adhérents au 15 octobre 1921 à 78.828 au 31 juillet 1922.

Une série de fautes

Le Congrès condamne ceux qui, délibérément ou non, ont contribué à créer cet état de choses.

Il regrette qu'au mépris des statuts, pourtant toujours en vigueur, les démissionnaires de Marseille aient été réintégrés sans même avoir fait cette déclaration de « désarmement des haines » que le bureau du Comité Directeur devait leur demander. La mesure d'apaisement qu'on se proposait a abouti à un renforcement des divisions. Il regrette que le cas Fabre, ayant été tranché par le Congrès de Marseille, on l'ait évoqué de

nouveau devant le Comité Directeur, qui, *sur ordre de l'Exécutif*, a traduit *aux fins d'exclusion* Favre devant la Commission des Conflits, laquelle a été dessaisie par l'Exécutif au moment même où elle allait rendre sa sentence.

Le Congrès estime qu'il y a eu là une violation caractérisée des statuts nationaux et des statuts internationaux, l'article 9 invoqué ne donnant pas le droit à l'Exécutif de prononcer des exclusions. Ce dernier avait d'ailleurs accepté que jouât la procédure statutaire de la Commission des Conflits.

On peut ne pas être d'accord avec la politique de Fabre et trouver ces procédés intolérables.

Le Congrès regrette pareillement qu'ait été avalisée la décision de l'Exécutif blâmant, dans les termes les plus outrageants et les plus injustes, le citoyen Daniel Renoult, pour sa campagne contre le front unique. Quelque opinion que l'on ait sur la question, le citoyen Daniel Renoult avait le droit de mener cette campagne, surtout si l'on considère que son point de vue était celui de la majorité du Parti et que le Congrès mondial ne s'est pas encore prononcé sur ce problème.

La vie intérieure du Parti

Le Congrès déclare que le Parti ne saurait s'enrichir dans cette voie des blâmes ou des exclusions systématiques. Il s'élève avec d'autant plus d'énergie contre cette singulière conception de l'action que d'autres membres, nommément désignés, sont menacés d'être exclus et avec eux toute une fraction du Parti, notamment celle qui, au Congrès de Saint-Etienne, n'a pas cru devoir voter la motion Monmousseau. Il n'est pas jusqu'à la minorité communiste de Saint-Etienne qui a voté la motion Monmousseau, mais qui s'est abstenue de faire une déclaration, qui ne soit elle aussi menacée.

Le Parti ne saurait davantage accepter le régime de rigueur que l'Exécutif entend désormais lui imposer.

L'Exécutif avait d'abord décidé que les Partis ne pourraient pas tenir leur Congrès National avant le 4^e Congrès mondial. Ce n'est que devant le tollé produit en France par cette décision qu'il a « consenti » à ce que notre Congrès se tint en octobre. Il a ratifié cette marque de libéralisme en décidant que les partis les plus importants enverraient en France un camarade. Les camarades désignés resteront en France, disait la résolution, jusqu'au 4^e Congrès mondial.

On a pressenti l'utilité, pour les partis étrangers, de s'informer. En réalité, c'était la mise en surveillance du Parti français, mise en surveillance renforcée d'ailleurs, puisque le Comité Directeur a été contraint de délibérer pendant plusieurs mois en présence de représentants de l'Exécutif, qui, s'ils ne votaient pas, prenaient part aux discussions et exerçaient une pression ouverte ou occulte incontestable.

Le Congrès, prié impérativement d'avoir à modifier sa structure, déclare maintenir la motion de Tours avec les réserves qu'elle contenait. Il maintient également les statuts votés au Congrès administratif de mai 1921.

Il ne saurait accepter, notamment, la suppression en fait de la Commission des Conflits, seule garantie de justice des minorités et des militants ; il ne saurait accepter non plus le renforcement oligarchique des pouvoirs du Comité Directeur, substitué à la Commission des Conflits et au Conseil d'administration de l'Humanité. Pas davantage, enfin, il ne peut admettre l'institution du présidium, qui aboutirait à mettre le Parti dans les mains de quelques individualités plus ou moins qualifiées.

Le Parti et l'Internationale

Pour justifier les ingérences abusives de l'Exécutif dans la vie intérieure du Parti, on argue que l'Internationale est au-dessus des Partis et que les 21 conditions donnent à l'Exécutif les pouvoirs dont il use — et abuse — à plaisir.

L'Internationale est, en effet, au-dessus des partis, mais si les communistes doivent appartenir à l'Internationale avant d'appartenir à leur section nationale, ils n'ont pas à être plus Russes, plus Allemands, plus Italiens ou plus Javanais que Français, et ils ont bien le droit de fixer la structure de leur parti et déterminer la politique communiste en France sans avoir au préalable l'approbation des adhérents de Boukhara ou des îles Philippines.

Les 21 conditions elles-mêmes lui donnent, au surplus, ce droit. La 10^e condition stipule que l'I.C. et son Comité Exécutif doivent tenir compte des conditions de lutte si variées dans les différents pays et n'adopter de résolutions générales et obligatoires que dans les questions où elles sont possibles.

L'Internationale, ce n'est d'ailleurs pas l'Exécutif et celui-ci n'a pas le droit de rendre des décisions qui sont seules du ressort des Congrès mondiaux. L'Exécutif, comme son nom l'indique, exécute : il ne légifère pas. En restreignant la liberté d'écrire, en imaginant la justice automatique, en excluant, par-dessus la tête des partis, tels membres qu'il lui a plu de chasser, en imposant une politique (front unique) que le Parti français, à tort ou à raison, mais dans sa pleine souveraineté, a repoussée, l'Exécutif a visiblement outrepassé les pouvoirs qui lui ont été dévolus.

Même s'il ne les avait pas outrepassés en égard aux conditions et statuts de l'Internationale, il n'est pas inutile de souligner que toutes ces conditions et tous ces statuts ne sauraient s'appliquer au Parti français, qui ne les a pas acceptées en entier. Régime de faveur peut-être, mais régime qui a été admis par l'Internationale lorsqu'elle a accueilli le Parti français dans son sein et lorsqu'elle a ratifié la motion Cachin-Frossard et les statuts votés par le Congrès administratif de mai 1921.

Décliner aujourd'hui tout cela, fouler aux pieds promesses et conventions, ce serait commettre un abus de confiance.

Le Parti français ne veut pas rompre avec l'Internationale, dont il accepte les directives fondamentales, tant doctrinales que politiques, et dont il est résolu à observer, dans l'action, les règles de discipline générale. Le Parti français accepte les résolutions du 3^e Congrès et il croit sage et nécessaire d'appliquer la tactique du front unique, à condition de la dépouiller de tout machiavélisme odieux ou enfantin. Il ne veut pas rompre avec la 3^e Internationale, à laquelle il renouvelle son adhésion dans l'esprit même où elle a été votée au Congrès de Tours, mais il a le droit de savoir si l'Internationale veut rompre avec lui.

Le Parti français sera, comme par le passé, une section fidèle de l'Internationale, mais il se refuse à être traité en mineur ou domestique et entend conserver une dignité nécessaire à son crédit et son développement.

Il veut s'administrer et se gouverner lui-même, dans le cadre des décisions des Congrès nationaux et internationaux, sans ingérences tortueuses ou brutales, sans menaces outrageantes et sans ultimatum.

Ce n'est que dans ces conditions qu'il lui sera possible de préparer l'action révolutionnaire indispensable et d'accomplir la mission de rédemption sociale qui lui est dévolue.

A voté pour : Raoul Verfeuil.

Motions sur le Front Unique

Motion Frossard-Souvarine

I

Après une période d'effervescence révolutionnaire, dont les premiers mois de l'année 1919 ont marqué le point culminant, l'Europe est entrée dans une phase de réaction politique et sociale, où le mouvement ouvrier subit une dépression caractérisée.

Les espérances qu'avaient fait naître dans les masses exploitées les révolutions successives de Russie, d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie ont été momentanément déçues. La trahison de la social-démocratie a brisé le développement de la révolution dans toute l'Europe centrale. Le militarisme allié a paralysé la révolution naissante dans les Balkans, écrasé la jeune République des Soviets hongrois, cependant que la social-démocratie noyait dans le sang l'insurrection spartakiste et la République des Soviets bavaroise.

Seule, la Révolution bolchevique a tenu tête victorieusement à la réaction mondiale. Mais l'apathie de la classe ouvrière des pays vainqueurs et la défaite des prolétaires de l'Europe centrale ont isolé le premier Etat prolétarien que connaisse l'Histoire, dans un pays ruiné, assailli et bloqué.

Depuis 1920, les ouvriers de tous les pays exigent, en subissant défaites sur défaites, l'inertie dont ils ont fait preuve, et la trahison de leurs chefs à l'heure de l'ébranlement du monde capitaliste. Les actions d'une ampleur jusqu'alors inconnue des mineurs en Angleterre, des travailleurs de l'acier aux Etats-Unis, des cheminots en France, de l'occupation des usines en Italie, des cheminots en Allemagne, ont subi des échecs. La Révolution russe, après quatre ans d'isolement, maltrésée absolue du pouvoir politique, devait consentir toutefois aux paysans et à la bourgeoisie des concessions économiques.

Une réaction politique féroce s'est acharnée sur le monde durant cette période de dépression. La persécution des ouvriers révolutionnaires et la destruction des Partis Communistes ont ensanglanté la plupart des pays capitalistes. Après les répressions de Hongrie et d'Allemagne, la terreur blanche en Finlande et dans les Etats baltes, ce furent les répressions et la terreur blanche en Pologne, en Yougo-Slavie, en Roumanie, en Espagne, aux Etats-Unis. Le fascisme exerce déjà, depuis plus d'un an, sa dictature en Italie. Les chrétiens-sociaux détiennent le pouvoir en Autriche. En France, le Bloc National règne, prêt à réprimer, par tous les moyens, tout mouvement prolétarien.

La réaction économique a suivi de près la réaction politique. Le capitalisme a entrepris la lutte pour reprendre à la classe ouvrière les concessions arrachées par elle au lendemain de la guerre. La journée de huit heures et les salaires sont partout menacés. Le chômage est grand aux Etats-Unis et en Angleterre. Les travailleurs d'Allemagne et d'Autriche sont réduits à l'état d'esclaves, tandis que les grands capitalistes accaparent des richesses colossales.

Subjuguées par la double réaction politique et économique affaiblies par la division de leurs organisations causée par la trahison des social-démocrates de tous les pays, les masses ouvrières, fatiguées, subissent, pour un temps, l'influence du découragement et du scepticisme.

II

Dans de telles conjonctures, l'idée essentielle capable de ranimer la confiance du prolétariat en lui-même et de lui rendre la volonté de lutte est la notion de son unité d'intérêt. La condition indispensable à la reprise victorieuse de la lutte révolutionnaire est son unité d'action. La méthode d'action la plus féconde est celle que l'Internationale Communiste a préconisée sous le mot d'ordre du front unique.

L'aspiration des masses ouvrières à l'unité d'action répond à la fois à l'instinct de classe le plus élémentaire et à l'intérêt de la révolution. Il serait criminel de la contrecarrer. Tout Parti qui apparaîtrait comme réfractaire à cette volonté d'action unifiée se discréditerait devant le prolétariat.

Le Parti Communiste, toujours à l'avant-garde du mouvement ouvrier, doit non seulement répondre au besoin d'unité d'action des masses, mais encore en prendre l'initiative. Il ne peut craindre que le prolétariat juge à l'œuvre les divers partis ou groupements qui se réclament de sa cause.

Le Parti Communiste n'a pas d'autre intérêt que celui de la classe ouvrière. Tout ce qui sert celle-ci correspond à sa mission historique. Le front prolétarien unique contre la réaction politique et l'offensive du capital est par excellence un mot d'ordre communiste, car il exprime une nécessité essentielle de la lutte de la classe exploitée. Le front prolétarien unique est une expression nouvelle du mot d'ordre communiste lancé par le Manifeste de 1848 : *Prolétariat de tous les pays, unissez-vous !*

C'est ce que le Parti Communiste russe a toujours pensé et mis en pratique. La Révolution qu'il a dirigée offre au prolétariat mondial une suite d'exemples du front unique dont l'expérience a démontré la valeur. Jusqu'au jour même de la Révolution d'octobre, les bolcheviks n'ont cessé de proposer aux partis socialistes réformistes l'action commune et le gouvernement commun. Leurs représentants les plus qualifiés attribuent à cette tactique une grande part de la victoire de la Révolution.

C'est ce que le Parti Communiste allemand a compris en lançant sa « lettre ouverte » aux autres partis et groupements ouvriers en 1921, et en renouvelant depuis, à maintes reprises, ses propositions d'action unie et de gouvernement ouvrier. Les refus opposés par les social-traitres à ces propositions n'ont porté préjudice qu'au prolétariat et non au Parti Communiste, qui se renforce sans discontinuer. La fusion imminente des deux partis socialistes est un témoignage de plus de la crainte qu'inspirent aux réformistes les progrès du communisme dans les syndicats et les conseils d'entreprises ; elle ne peut les enrayer, pas plus que la coalition de tous les socialistes russes anti-bolcheviks entre eux et avec la bourgeoisie n'a entravé la progression du bolchevisme.

C'est ce que l'Internationale Communiste a rappelé à tous les Partis Communistes dans son 3^e Congrès, et ce qu'elle a systématisé dans ses thèses de décembre 1921 sur le front unique. La généralisation de la tactique suivie jusqu'alors en Russie et en Allemagne, et appliquée partiellement en d'autres pays, correspond à la nouvelle étape de la lutte révolutionnaire momentanément

ralentie. Elle doit s'étendre à tous les pays où s'exerce la réaction politique et l'offensive du capital sous des formes adaptées aux conditions locales dont chaque Parti reste juge. L'idée matresse du front unique étant assimilée, il revient au Parti Communiste de chaque pays de la mettre en œuvre en utilisant les circonstances et les conditions propres à chaque pays. Il revient à l'Internationale, à ses assemblées ou à son Comité Exécutif, de la mettre en œuvre sur le plan international.

Les raisons générales qui imposent le front unique dans tous les pays valent également pour la France. Les obstacles particuliers qui le rendent difficilement applicable en France doivent être considérés avec la volonté de les vaincre et non de les respecter.

Sur une masse d'environ sept millions de prolétaires, huit cent mille au maximum sont actuellement organisés dans les partis et les syndicats ouvriers. Aucun groupement ne peut mettre en mouvement la majorité du prolétariat s'il prétend s'isoler. Le Parti Communiste n'est pas une secte, mais un groupe d'action qui entend garder toujours le contact des masses, même s'il doit pour cela subir le contact des organisations et des chefs réformistes. Le Parti Communiste saura se préserver de toute corruption en maintenant dans son intégralité ses conceptions révolutionnaires et en se donnant une discipline et une direction fortement centralisée.

Si des communistes craignent l'épreuve du front unique pour leur parti, en raison des faiblesses de celui-ci, ils font par là une critique juste du Parti et non de la tactique du front unique. La tâche la plus pressante du Parti est de renforcer sa cohésion, de créer une organisation plus disciplinée, de forcer une direction plus homogène, d'éliminer toute déviation anticommuniste qui s'exprimerait en prenant prétexte du front unique mal interprété.

III

Les Partis Communistes de tous les pays emploient la tactique du front unique, à l'exception du Parti français. L'opposition du Parti français au mot d'ordre de l'Internationale, fondée en partie sur la méfiance légitime des ouvriers révolutionnaires à l'égard des opportunistes, et sur les craintes de camarades, appréhendant l'insuffisance de sûreté doctrinale du jeune Parti Communiste a été artificiellement entretenue par une campagne systématique de déformation et de dénigrement du point de vue de l'Internationale. Le Parti français, mieux informé, doit se ranger à l'opinion générale de tous les Partis Communistes et employer à son tour la tactique féconde du front unique.

Le Parti, comme l'Internationale elle-même, ne tolérera pas de tentatives de retour à l'ancienne unité rompue à Tours. La scission indispensable à la formation d'un Parti Communiste — seul Parti révolutionnaire du prolétariat — ne saurait être remise en question comme incompatible avec l'unité d'action ouvrière. C'est parce qu'ils ont conquis leur indépendance organique que les communistes peuvent, comme tels, prendre leur place au front unique.

Le Parti, comme l'Internationale elle-même, n'admettra pas la moindre assimilation du « bloc des gauches » à la tactique du front unique et du bloc ouvrier. Tout partisan du « bloc des gauches », qui tend à sauver la bourgeoisie, devra sortir du Parti. Le Parti combattra le Bloc National et le Bloc des gauches en leur opposant le bloc ouvrier.

Le Bloc ouvrier est, avant tout, un moyen d'action de masses et non un cartel électoral ou une combinaison parlementaire. Il doit se former, au besoin malgré les dirigeants réformistes, en vue de la lutte pour les revendications pressantes du prolétariat. Il apparaît notamment, dans les circonstances présentes, en raison de l'offensive du capital contre la journée de huit heures et contre les salaires, en raison des visées impérialistes et réactionnaires de la France officielle sur l'Allemagne, comme le mot d'ordre le plus propre à rassembler les masses ouvrières.

Le Parti doit saisir toute occasion favorable pour le préconiser et pour se montrer prêt, pour sa part, à le réaliser, tout en gardant absolument son indépendance et son droit de critique.

Une des tâches essentielles du Parti est de dénoncer la scission syndicale, voulue par les réformistes, préoccupés de soustraire les éléments les moins conscients de la classe ouvrière à l'influence révolutionnaire. Le Parti ne reconnaît pas cette scission comme un fait définitif, et il travaillera à la reconstitution de l'unité syndicale. En attendant la réalisation de l'organisation syndicale unique, il préconisera l'action commune dans tous les mouvements ouvriers et rappellera sans cesse comme un principe intangible la dénomination d'UNITAIRE revendiquée par la C.G.T. à tendances révolutionnaires.

Les applications du front unique en matière électorale et parlementaire comportent en France des dangers que le Parti ne perd pas de vue et qu'il saura écarter par sa fermeté et sa cohésion. Les dangers sont d'autant plus grands que la discipline est plus faible et l'unité moins grande. Le Parti doit, comme tous les autres Partis communistes, devenir capable d'employer la tactique du front unique sans se corrompre. Il y parviendra en créant un parti fort et uni par la mise en pratique des méthodes éprouvées de l'Internationale Communiste.

Le Parti ne se prêterait, en période électorale, à aucune compromission et se présenterait aux masses en complète indépendance, avec tout son programme révolutionnaire, mais aussi avec un programme d'action immédiate pour la satisfaction des revendications pressantes du prolétariat. Il présenterait aux élections des listes exclusivement communistes contre les candidats de tous les partis. Dans le cas d'un second tour de scrutin, quand la défaite du Bloc national et du Bloc des gauches peut être assurée par un socialiste avec l'appoint des voix communistes, le Comité Directeur du Parti, appréciant les conditions données, déciderait de l'attitude des communistes en s'inspirant de la résolution du Congrès sur le front unique. Cela signifie qu'en principe le Parti Communiste joindra ses voix au second tour à celles du socialiste, à la condition que celui-ci ait rompu avec le Bloc des gauches, — tout en se gardant d'aucune tractation semblable à un échange de services, tout en proclamant son opposition irréductible au socialisme pacifiste et réformiste et en expliquant son attitude commandée par la nécessité d'opposer le bloc ouvrier aux blocs bourgeois ; mais le Comité Directeur peut prendre la responsabilité, dans certains cas particuliers, de décider une autre attitude qu'il devra expliquer clairement.

Le Parti courra d'autant moins de dangers qu'il deviendra un parti plus ouvrier, présentant essentiellement aux élections des candidats ouvriers révolutionnaires. Il vaincra d'autant mieux les dangers qu'il les affrontera résolument dans une lutte révolutionnaire. Le Parti ne se formera ni ne se perfectionnera théoriquement, mais il se forgera dans l'action à travers les difficultés et les obsta-

cles. Les fautes qu'il peut commettre dans l'action sont infimes à côté de la grande faute que serait l'inaction masquée d'une intransigeance verbale, d'une pseudo-irréductibilité révolutionnaire. Le Parti ne commettra pas cette faute capitale et il entreprendra énergiquement son action, selon les conditions du milieu, en suivant la tactique de l'Internationale Communiste.

Ont voté pour :

Bouthonnier, Bestel, Marcel Cachin, Cartier, Lucie Colliard, Dunois, F. Faure, Frossard, Ker, Garchery, Paquereaux, Soutif, Laporte, Georges Lévy, Péri, Paul Louis, Treint, Vaillant-Couturier, Louise Bodin.

Motion Dondicol-Renoult

Le Parti Communiste français, par des décisions répétées prises par le Congrès de Marseille, la Conférence des secrétaires fédéraux et le Conseil national, a signalé les graves dangers de la tactique du front unique.

Il a le devoir de tenir le plus grand compte des résolutions de l'Exécutif qui a proposé le maintien de cette tactique ; mais, conformément à ses décisions antérieures, il se doit d'appeler l'attention du 4^e Congrès sur les inconvénients indiscutables du mode d'action préconisé depuis l'adoption des thèses de décembre 1921.

Ce devoir est d'autant plus impérieux que tous les événements survenus au cours de l'année présente ont plus ou moins donné raison à ses objections. On assiste, dans presque tous les pays, à un rapprochement des réformistes et de l'aile gauche de la bourgeoisie contre le communisme. Ce phénomène général va à l'encontre de la tactique du front unique.

S'il est certain que la mise en application du mot d'ordre du 3^e Congrès — l'appel aux masses pour les revendications immédiates de la classe ouvrière — a donné partout les meilleurs résultats, nul ne peut nier que toutes les initiatives pour aboutir à une action quelconque, à l'aide de tractations avec les chefs des socialistes ou syndicalistes, ont complètement échoué.

La constitution du Comité des Neuf, qui matérialisait sous sa forme la plus dangereuse la tactique du front unique, n'a eu d'autre résultat que de permettre à la 2^e Internationale d'affirmer des prétentions dont l'acceptation a été justement critiquée par le camarade Lénine. Le Comité, devant l'intransigeance de Vandervelde et du Parti de Scheidemann, a dû se dissoudre.

En Allemagne, la propagande pour le front unique n'a abouti qu'à précipiter le rapprochement des socialistes majoritaires et indépendants, unis dans une même haine contre le communisme. Même dans la lutte contre la réaction social-démocrate, s'ils acceptent le concours des communistes lorsqu'il s'agit de combattre, au péril de la liberté ou de la vie, ils repoussent ces derniers pour tout travail organique et concerté.

En Angleterre, le Labour Party rejette avec insolence et brutalité les propositions des communistes, empreintes pourtant de la plus extrême volonté de conciliation.

En Italie, le Parti socialiste, de plus en plus affaibli, recherche, par ses dirigeants collaborationnistes, la participation ministérielle et s'éloigne de tout accord possible avec les vrais révolutionnaires.

En France, malgré les désaveux des partisans sincères du front unique, le mouvement d'idées que la décision de l'Internationale a déclenché, a

poussé, sous prétexte d'unité d'action, à des combinaisons électorales confusionnistes. Le Parti Communiste lui-même, ainsi que le démontre l'attitude de plusieurs Fédérations, en a souffert. Le Bloc des gauches, nouvelle entreprise de duperie de la bourgeoisie française, a seul profité des malentendus qui ont surgi.

Le Parti français, s'appuyant sur ces expériences, demande donc de nouveau, avec plus de force encore qu'en février, la révision des thèses de décembre.

Il invite le Congrès mondial à établir la distinction nécessaire entre l'action révolutionnaire, qui tend à grouper les masses ouvrières pour un effort total et les combinaisons politiques électorales, parlementaires ou ministérielles qui ne pourraient qu'apporter à la classe ouvrière de nouveaux sujets de déception et de découragement.

Il réclame l'action énergique pour le groupement de tous les ouvriers sur le terrain de la lutte de classes ; mais aussi le combat sans merci contre les politiciens socialistes et syndicalistes qui se réclament faussement de l'intérêt prolétarien.

Il affirme qu'on ne saurait donner le nom de gouvernement ouvrier à une combinaison parlementaire conclue dans le cadre bourgeois, avec de pseudo-socialistes, mais que le gouvernement ouvrier sera établi après la conquête révolutionnaire de l'Etat, sur la base du pouvoir des Conseils constitués par les prolétaires et paysans insurgés.

Il demande au 4^e Congrès de tenir compte de l'opinion réfléchie des travailleurs de France pour préciser dans le sens révolutionnaire et en excluant toute possibilité d'interprétation réformiste ou confusionniste, les thèses de l'Exécutif.

Par cette mise au point nécessaire, toutes les difficultés seront écartées et la discipline communiste pour l'action s'établira par l'accord enthousiaste des communistes de tous les pays.

Ont voté pour :

Daniel Renoult, Dondicol, Gourdeaux, Méric, Auclair, Servantier.

Deux Brochures DE LÉON TROTSKY A RÉPANDRE

La Crise du Parti Communiste français	Franco	» 25
Le Salut du Parti Communiste français	Franco	» 30
Les deux brochures.....	—	» 50
Les 10 exempl. (5 de chaque). —		2 25
Les 24 — (12 de chaque). —		5 »
Les 50 — (25 de chaque). —		10 50
Le cent (50 de chaque).....		17 50

En vente à la Librairie de L'HUMANITÉ,
142, rue Montmartre.

Motion de politique syndicale

Appelé à définir à nouveau les tâches des communistes dans les organisations syndicales, le Parti confirme d'abord l'adhésion qu'il a donnée au Congrès de Marseille à la résolution sur la politique syndicale. Il tient à souligner que cette résolution, en même temps qu'elle trace les grandes directives auxquelles doivent se conformer les communistes à l'intérieur des syndicats, rend un légitime hommage à « l'importance historique du rôle joué dans le passé » par le syndicalisme révolutionnaire qui a « animé de son souffle pendant plusieurs années la classe ouvrière française, réhabilité la grève, rappelé le socialisme lui-même au sentiment de la lutte de classe et de la révolution inévitable ». Tout en soulignant les difficultés et les contradictions, qui peu à peu se sont fait jour entre syndicalisme et syndicats, entre les fins révolutionnaires du premier et les soucis d'améliorations immédiates du second, la résolution de Marseille proclame que le syndicalisme « est fondé par une glorieuse tradition de combat à être considéré comme un facteur révolutionnaire ». Elle s'exprime sur ce point en des termes qui valent d'être rappelés.

« En ce qui touche l'acte même de la Révolution, le coup de force décisif qui abattra l'ordre politique et économique existant, le Parti Communiste ne peut le concevoir que sous les formes combinées de la grève générale et de l'insurrection, que par l'ardente coopération des syndicats et du Parti. »

Mais l'importance même du rôle des syndicats dans la préparation, dans l'action et la réalisation révolutionnaire, fait un devoir au Parti de préciser sa propre position à leur égard. La résolution de Marseille le fait de la façon la plus claire. Si elle refuse de reconnaître que le syndicalisme suffise à tout, si elle conteste qu'il se suffise à lui-même, elle assure que le Parti n'entreprendra rien contre l'indépendance organique des syndicats. Elle lie le Parti, à cet égard, par un engagement formel dont, pour dissiper toute équivoque, il est nécessaire de reproduire le texte :

« Il (le Parti) déclare hautement sa volonté de respecter le droit des syndicats de se gouverner et de s'administrer eux-mêmes en dehors de toute injonction, de toute tutelle, de toute subordination. L'autonomie traditionnelle des syndicats ne saurait être mise en cause. Elle est indispensable au recrutement et au développement syndical, qui implique pour les syndicats la pleine liberté de leurs déterminations et de leur mouvement ».

En dépit des affirmations intéressées d'une petite fraction du mouvement syndical révolutionnaire qui a failli livrer la C. G. T. Unitaire aux anarchistes, cet engagement a été tenu. Le Parti proclame qu'il continuera d'être de la façon la plus scrupuleuse. Il n'en est que plus à l'aise pour revendiquer son droit d'exiger de tous ses militants que, selon la résolution de Marseille, « au syndicat comme à l'atelier, comme à la caserne, ils affirment hautement les idées communistes et défendent leur Parti et ses militants contre le préjugé, la calomnie ou l'ignorance sans se laisser arrêter par la crainte d'enfreindre une neutralité qui, au demeurant, n'a jamais existé ».

Le Parti n'hésite pas à reconnaître que, dans cet ordre d'idées, la résolution de Marseille n'a reçu qu'une application très restreinte et que ses membres ont donné, dans l'ensemble, le spectacle d'attitudes peu cohérentes et parfois contradictoires. Il convient de dire à sa décharge qu'au mo-

ment même où il arrêtait, dans son Congrès national, sa politique syndicale, la scission voulue et préparée par les chefs réformistes se produisait dans la C. G. T. Elle avait pour conséquence la formation de la C. G. T. Unitaire, qui devait s'assigner pour tâche immédiate de regrouper les travailleurs organisés sur le terrain économique. Elle ne pouvait réaliser cette tâche qu'à la condition de s'y consacrer tout entière en dehors de toute préoccupation de tendance. Le Parti aurait pris devant la classe ouvrière une lourde responsabilité si, sous prétexte d'assurer à ses idées dans la C. G. T. U. en voie de constitution une influence prépondérante, il avait suscité à l'intérieur de la jeune organisation des oppositions de doctrines et de méthodes de nature à ébranler son crédit, à entraver son développement, à compromettre ses progrès. Il a invité les ouvriers communistes à s'employer de toute leur activité à faire adhérer les syndicats à la C. G. T. U., et l'on peut dire que ses efforts ont largement contribué à rallier à la nouvelle organisation confédérale l'élite du prolétariat révolutionnaire de notre pays. Il se félicite que ses militants, allant pour ainsi dire au-devant du désir de l'Internationale, aient en même temps assumé, dans le mouvement syndical, des responsabilités de direction. Ils ont été portés au poste de combat en raison même de leur activité et de leur dévouement. Cependant, le Parti observe que l'exemple qu'il a donné n'a pas été suivi. En face de lui, deux groupements se sont employés : l'un souterrainement, l'autre ouvertement, au mépris de l'intérêt le plus évident de la C. G. T. U., à ruiner l'influence communiste dans les syndicats. Les anarchistes ont repris publiquement la tactique générale du noyau-tage de l'Internationale, à laquelle celle-ci a volontairement renoncé en France. Une petite fraction de syndicalistes révolutionnaires ont formé de leur côté une société secrète, dont le seul but était de chasser les communistes et même les sympathisants au communisme, des positions qu'ils avaient conquises par leur travail et leur action et de s'emparer de tous les postes importants de l'organisation syndicale pour s'y placer eux-mêmes. Et le résultat a été que, pour un temps assez court, mais dans des circonstances graves, au moment où la scission voulue et imposée par les renégats du syndicalisme révolutionnaire s'est réalisée, les anarchistes et les syndicalistes du « pacte » ont pu disposer d'une influence, hors de proportion avec leurs forces réelles, qui s'est exercée jusqu'au Congrès de Saint-Etienne.

Le Congrès de Saint-Etienne, qui a voté l'adhésion de la C. G. T. U. à l'Internationale Syndicale rouge, manifestant ainsi une fois de plus les sentiments révolutionnaires du prolétariat français, a ramené le mouvement syndical dans sa véritable tradition. Le Parti constate que les principes énoncés dans la charte d'Amiens trouvent, dans les résolutions fondamentales du Congrès de Saint-Etienne, inspirées des leçons de la guerre et de la Révolution russe, une expression et une interprétation mieux adaptées aux nécessités des luttes prolétariennes actuelles.

A ce redressement du mouvement syndical, le Parti enregistre que ses militants ont pris une part considérable. Il approuve la réunion des communistes délégués au Congrès confédéral de Saint-Etienne par le camarade Frossard. Elle n'a été d'ailleurs que l'exercice d'un droit qu'on ne saurait contester, sans mauvaise foi, au Parti. Dé-

fendre le Communisme dans toutes les organisations ouvrières où d'autres idéologies ont accès, est une obligation à laquelle le Parti n'admettra pas que ses membres cherchent à se soustraire. Par les heureux effets qu'elle a eus, la réunion de Saint-Etienne a montré la voie dans laquelle doit persévérer le Parti.

Le Parti Communiste se rencontrera avec la C. G. T. U. et formera avec elle des Comités d'action dans toutes les circonstances graves, comme il l'a fait antérieurement et ainsi que la C.G.T.U. l'a décidé dans son dernier Congrès. Il s'efforcera toujours de travailler et d'agir en plein accord avec la C. G. T. U., car c'est là la condition d'une action victorieuse et de la défense efficace de la classe ouvrière. Si des divergences de vues se produisaient entre les deux organisations, le Parti estime que ce n'est pas en cherchant à les masquer qu'on servirait le mieux les intérêts du prolétariat, mais au contraire par des discussions franches et cordiales permettant de dissiper les malentendus, d'apporter clarté et précision et faciliter le travail des deux organisations, qui conservent chacune son autonomie et son indépendance.

C'est dans l'action que doit se sceller toujours plus étroitement l'union du communisme et du syndicalisme.

Le syndicalisme, s'il n'est pas animé par la pensée vivifiante du communisme scientifique, s'il ne poursuit pas avec celui-ci la suppression du régime bourgeois et l'instauration du pouvoir ouvrier, tombe nécessairement dans l'action purement corporative et la collaboration de classe.

Le Communisme, s'il ne s'appuie pas sur les masses profondes de la classe ouvrière, ne peut pas franchir les bornes d'une agitation purement théorique.

De même, l'organisation de l'Etat prolétarien ne se comprend que par l'effort commun des groupements politiques et économiques de la classe ouvrière. Ainsi, pour le présent de recrutement et préparation, comme pour l'avenir de lutte, l'union du communisme et du syndicalisme révolutionnaire s'impose comme la plus impérieuse nécessité.

Le Parti a décidé que tous ses membres syndiqués devaient adhérer à la C. G. T. U. Mais il estime que c'est l'intérêt du mouvement ouvrier qui doit d'abord être considéré, et en conséquence, il a décidé également que, dans certains cas, des membres du Parti pourraient ou devraient rester dans des organisations adhérentes à la C. G. T. réformiste, ou dans des organisations autonomes, à condition d'agir d'une manière suivie pour que, dans le plus bref délai, ces organisations puissent être rattachées à la C. G. T. U. Il est convaincu que tel est aussi l'intérêt de la C. G. T. U. elle-même, qui ne gagnerait rien à isoler certains syndiqués de leur seul centre d'action. Mais il déclare que cette décision ne saurait servir de prétexte à certains membres du Parti pour se soustraire à leur devoir qui, sauf exception, dont le Parti lui-même, par l'organe de sa direction responsable, reste juge, continue d'être et d'appartenir à la C. G. T. U. D'autre part, il ne saurait admettre que ceux de ses adhérents qui seraient autorisés à rester affiliés à la C. G. T. réformiste se fassent, par leur silence, les complices de la politique contre-révolutionnaire de ses chefs. En conformité avec les décisions de l'Exécutif élargi de juin, il exige qu'ils agissent, dans la vieille C. G. T., en liaison directe avec le Parti. La scission syndicale ne saurait être considérée comme définitive par le Parti. Il proclame hautement qu'il entend travailler, d'accord en cela avec

la C. G. T. U. elle-même, à la reconstitution de l'unité syndicale, expression la plus haute de l'unité de classe du prolétariat. Il attend cette reconstitution de la volonté des masses s'opposant à l'hostilité certaine des chefs réformistes.

Le Parti n'admet pas la division des questions en politique économique, parce que c'est là une distinction impossible, insoutenable, imaginée par les réformistes pour les besoins de leur action contre-révolutionnaire et par la bourgeoisie pour égarer la classe ouvrière. Il revendique le droit d'examiner et discuter toutes les questions ouvrières, parce qu'il est un Parti ouvrier et qu'il veut devenir un véritable Parti Communiste ayant la confiance de la classe ouvrière.

Mais s'il estime que les problèmes économiques, aussi bien que les problèmes politiques, appartiennent à sa libre discussion, il ne songe nullement à se substituer aux organisations syndicales dans la direction des mouvements dont elles prennent l'initiative et la responsabilité. Il se mettra toujours au service de ces mouvements par tous les moyens dont il dispose, de même qu'il soutiendra, par l'action de sa presse et de ses militants, la propagande de la C. G. T. U. pour la création de Comités d'Usine et de Conseils d'ouvriers et d'employés, afin de grouper les grandes masses sur le champ même du travail.

Son action ne peut s'arrêter là. Il doit souligner l'importance de l'action syndicale auprès de ceux de ses membres qui ne l'auraient pas exactement comprise et étudier, discuter tous les problèmes que pose l'action ouvrière.

L'Internationale Syndicale Rouge a établi, au cours de son premier Congrès, un programme d'action. Ce programme a été élaboré par des représentants des organisations syndicales révolutionnaires de tous les pays d'Europe, d'Amérique, d'Australie et des jeunes organisations des pays d'Asie. Il est le fruit de leur expérience collective. Ainsi, il examine toutes les questions qui se posent devant les ouvriers de chaque pays, depuis la simple défense du salaire jusqu'au contrôle ouvrier sur la production et fixe la meilleure tactique, les meilleures méthodes de lutte. Le Parti Communiste accepte ce programme d'action comme base de son action syndicale.

Le vaste travail qu'il aura à accomplir rend insuffisante la Commission syndicale constituée auprès du Comité Directeur. Cette commission syndicale devra être complétée par la création de commissions ouvrières à chaque échelon de l'organisation du Parti : sections, fédérations, interfédérations. Elles seront en contact permanent avec la Commission syndicale centrale à laquelle elles devront adresser des rapports sur leur activité. La Commission centrale sera réorganisée et astreinte par le Comité Directeur à un travail plus intense et plus régulier. Elle réunira les militants en conférence chaque fois qu'elle le jugera nécessaire ; il lui appartiendra d'unifier, de contrôler et de diriger l'activité syndicale des membres du Parti. L'expérience a révélé qu'elle était jusqu'ici insuffisamment armée pour le faire, et des conflits ont surgi sur divers points du pays qui auraient pu être aplanis si, par un réseau de commissions fédérales ou de sections, elle avait été en mesure de donner aux décisions du Parti l'interprétation exacte dont elles avaient besoin.

Jamais l'action ouvrière internationale n'a été plus nécessaire qu'aujourd'hui. Toutes les grandes batailles ouvrières débordent du cadre national, et aussi longtemps que les ouvriers n'auront pas assuré leur solidarité internationale, ils seront incapables de résister à l'offensive capitaliste et de passer à leur tour à l'offensive. La Fédération

syndicale internationale d'Amsterdam a fourni la preuve qu'elle ne peut pas réaliser la solidarité des travailleurs de tous les pays. Elle n'est pas une Internationale ouvrière, mais une annexe du Bureau International du Travail et de la Société des Nations. En face d'elle et contre elle, les organisations syndicales révolutionnaires ont dressé l'Internationale Syndicale Rouge. La C. G. T. U. a décidé d'adhérer, et l'esprit dans lequel elle a pris cette décision permet d'espérer que cette adhésion sera un fait définitif après le 2^e Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge. Cepen-

dant, une petite fraction de la C. G. T. U. demeure opposée à l'adhésion à l'I. S. R. Son opposition ne se manifeste pas de front, mais par des moyens détournés, tandis que des anarchistes et des syndicalistes songent à créer une Internationale purement syndicaliste.

Le devoir des membres du Parti Communiste est de faire une propagande active en faveur de l'I. S. R. et de dénoncer comme un crime toute tentative de division des forces révolutionnaires.

Cette résolution a recueilli l'unanimité des voix du Comité Directeur.

La Structure du Parti et le Régime de la Presse

Le Comité Directeur, d'accord avec le Comité Exécutif de l'Internationale, proposera au prochain Congrès de réviser partiellement le statut de notre presse et le règlement de notre Parti.

Il demandera notamment à être doté des pouvoirs et de l'organisation intérieure dont il a besoin pour accomplir sans entraves sa besogne de direction.

C'est à lui, en effet, qu'est confiée la direction du Parti, dans l'intervalle des assemblées nationales.

Mais ses pouvoirs sont, dans l'état de choses actuel, singulièrement limités par les prérogatives d'ordre politique dont jouissent le Conseil d'administration et de direction de l'Humanité et la commission nationale des conflits.

Le Conseil d'administration et de direction de l'Humanité désigne et révoque les rédacteurs réguliers de la presse du Parti, y compris les leaders et les secrétaires généraux de rédaction. Il peut donc exercer aisément une influence décisive sur l'orientation politique des organes communistes et centraux.

La Commission nationale des conflits est compétente pour trancher tous les différends, qu'ils aient ou non un caractère politique. Elle peut donc maintenir au sein du Parti, malgré le C. D., des éléments politiquement indésirables.

En maintes circonstances, par conséquent, les décisions du Conseil d'administration et de direction de l'Humanité et de la Commission nationale des conflits peuvent paralyser l'action du C. D.

Il est, de toute évidence, indispensable de remédier à cette situation. Et comment y parviendra-t-on ? En dépouillant le Conseil d'administration de l'Humanité et la Commission des conflits de leurs attributions politiques et en confiant ces attributions au C. D.

Mais si l'on étend ainsi les pouvoirs du C. D., il faut que ce Comité possède une organisation qui lui permette de prendre, à tous moments, des décisions d'ordre politique. Par suite, puisqu'il ne siège pas en permanence, il faut qu'il choisisse en son sein un bureau, dont les fonctions seront politiques, et non pas seulement administratives.

Confier au C. D. les pouvoirs, grâce auxquels il pourra diriger réellement le Parti dans l'intervalle des assemblées nationales et doter cet organisme d'un bureau politique, tel est donc l'objet des principales dispositions contenues dans les deux textes ci-dessous.

Le premier de ces textes renferme également des propositions d'ordre secondaire, qui se justi-

fient d'elles-mêmes et que nous nous dispenserons par conséquent de commenter.

Ces propositions ont notamment pour but :

1. D'assurer l'application immédiate des décisions de l'Internationale ;
2. De soumettre la presse et les statuts des fédérations au contrôle des organismes centraux ;
3. D'améliorer les conditions de notre recrutement.

Le rapporteur : Edmond SOUTIF.

Proposition de modification des statuts

Constitution et organisation du Parti

Art. 2 bis. — Le Parti Communiste français est soumis aux statuts de l'Internationale Communiste, ainsi qu'aux décisions des organismes qualifiés de cette Internationale (Congrès du Comité Exécutif).

Ces décisions sont, en toutes circonstances, appliquées immédiatement par le Parti, même si elles rendent nécessaire une révision ultérieure des statuts nationaux.

Toutefois, le Parti peut faire appel, devant le Congrès international, des décisions prises par le Comité Exécutif.

Cet appel n'est pas suspensif.

Art. 4. — Les membres du Parti forment, dans chaque commune, une section. Ils doivent être porteurs de la carte du Parti. Ils acquittent leurs cotisations au profit du Parti par l'entremise de la section communiste où ils ont leur résidence ou leur domicile.

Avant leur adhésion définitive, ils accomplissent un stage de six mois, pendant lequel ils doivent participer à la vie et à l'action du Parti, mais ne peuvent émettre aucun vote.

Nul ne peut être porteur de plus d'une carte du Parti.

Les adhésions sont reçues par la section après enquête. En cas de contestation, la fédération décide.

Art. 12. — Les fédérations ne peuvent pas introduire dans leurs statuts de dispositions contraires au règlement du Parti. Ces statuts doivent être soumis à l'approbation du Comité Directeur.

Art. 13 (adjonction). — Nul ne peut être délé-

gué au Congrès de sa fédération s'il n'est pas membre du Parti depuis un an au moins.

Art. 33. — Dans l'intervalle des Congrès, le Parti est dirigé et administré par le Comité Directeur, selon les décisions du dernier Congrès.

Le Comité Directeur désigne un bureau politique de sept membres, qui prépare le travail et qui, dans l'intervalle des réunions, prend les initiatives commandées par les circonstances.

Chaque membre du Bureau politique est révocable à tous moments par le Comité Directeur.

Art. 34. — Le Comité Directeur est composé de 24 membres élus par le Congrès national ordinaire.

La Commission des résolutions du Congrès, nommée à raison d'un délégué par 100 mandats, est chargée de préparer cette élection. Elle s'efforce d'élaborer une liste unique. En cas de désaccord, elle présente des listes opposées entre lesquelles le Congrès est appelé à choisir. Le vote a lieu alors par mandats. Le Congrès ne se prononce que sur les listes présentées. L'élection a lieu, au premier tour, à la majorité absolue et, au deuxième tour, à la majorité relative.

Le Comité Directeur doit se composer en majorité de syndiqués. L'élément féminin y est représenté.

Les parlementaires ne peuvent y figurer dans une proportion supérieure au quart.

Art. 35. — Le Comité Directeur désigne le secrétaire général, le secrétaire international, le secrétaire administratif, le trésorier, et leurs adjoints, les délégués à la propagande, le secrétaire du Comité féminin et deux membres du Comité fédéral de la Seine.

Il nomme également les directeurs de toutes les publications centrales appartenant au Parti.

Ces divers fonctionnaires sont révocables à tous moments par le Comité Directeur.

Contrôle et arbitrage

Art. 41. — A la base, pour les conflits individuels et locaux, une commission mixte, nommée par les parties et présidée par un tiers arbitre, instruit l'affaire. Tous les conflits qui ne peuvent être réglés par ces commissions ou par les organes fédéraux de contrôle sont évoqués devant la commission des conflits.

Art. 42. — La Commission des conflits est composée de 11 membres. Sous réserve de la ratification du Comité Directeur, elle statue sur tous les conflits qui n'ont pas été réglés par les commissions mixtes ou par les organes fédéraux de contrôle.

Toutefois, le Comité Directeur a le droit d'évoquer directement devant lui les conflits ayant un caractère politique et de leur donner telle solution qu'il jugera nécessaire.

Appel peut être interjeté devant le Congrès National des décisions de la Commission des conflits et du Comité Directeur. Cet appel n'est pas suspensif.

Les sanctions applicables sont : le blâme, l'exclusion temporaire, l'inéligibilité temporaire aux postes de confiance du Parti, la radiation.

Un membre radié ne peut être réintégré que par une décision du Congrès National, la fédération de l'intéressé entendue.

Contrôle de la Presse

Art. 45. — Les quotidiens ou périodiques qui sont ou seront la propriété du Parti sont ou seront sous la direction politique du C. D.

Dans l'intervalle des réunions du C. D., cette

direction est assurée par le bureau politique de ce comité.

L'administration de ces organes est confiée à un Conseil d'administration composé de 13 membres, élus, chaque année, par le Congrès National du Parti.

Les quotidiens ou périodiques qui sont ou seront la propriété de fédérations ou de sections sont ou seront placés sous la direction politique et administrative de ces fédérations ou sections.

Le contrôle politique de ces organes sera assuré par le Comité Directeur. Le contrôle administratif en sera confié au Conseil d'administration de la presse communiste.

Aucune publication nouvelle ayant un caractère officiel ne pourra être créée sans l'assentiment du C. D., qui statuera, après avoir pris l'avis du Conseil d'administration de la presse communiste.

Art. 46. — Toute collaboration politique à des publications n'appartenant pas au Parti est rigoureusement interdite. Quant aux collaborations n'ayant pas un caractère politique, elles sont autorisées en principe ; mais cette autorisation est toujours révocable sur avis motivé du Comité Directeur. En outre, les collaborations, même non politiques, sont interdites aux parlementaires, aux fonctionnaires des organisations communistes et aux délégués permanents.

Les délégués permanents, les parlementaires, les fonctionnaires appointés des organisations communistes et les journalistes du Parti ne peuvent recevoir du Parti un traitement global supérieur au maximum qui sera fixé par le Comité Directeur.

Les cas d'espèce seront examinés par le Comité Directeur.

Revision des statuts

Art. 52. — Les présents statuts seront révisés par le Congrès National :

- 1). Si 20 fédérations en font la demande ;
- 2). Si cette revision est nécessaire pour l'application des décisions de l'Internationale.

En outre, le Comité Directeur aura toujours le droit d'inscrire spontanément la revision des statuts à l'ordre du jour du Congrès.

Le Secrétaire général du Parti :

L.-O. FROSSARD.

Proposition sur le régime de la Presse

I. — La direction politique des quotidiens et des périodiques appartenant au Parti est assurée par le C. D. et, dans l'intervalle des réunions de ce Comité, par le Bureau Politique.

Le Bureau Politique règle son organisation intérieure, de façon à rendre cette direction effective.

II. — Le Comité Directeur désigne les directeurs de toutes les publications dont le Parti est propriétaire. Ces directeurs se tiennent en contact constant avec le Bureau Politique.

III. — A côté des éditoriaux paraissant sous la signature du directeur, le Bureau Politique publie dans chacun des organes centraux du Parti, aussi fréquemment qu'il le juge utile, des éditoriaux non signés, qui sont destinés à faire connaître, sur les problèmes d'actualité, la pensée officielle du Parti.

IV. — Le directeur de chaque publication centrale désigne, d'accord avec le Bureau Politique, tous les rédacteurs réguliers ou occasionnels de

cette publication. Le choix des rédacteurs réguliers doit être ratifié par le C. D.

V. — Chaque fois qu'il l'estime nécessaire, le Bureau Politique ouvre, dans les journaux du Parti, une tribune réservée aux discussions de doctrine ou de tactique. La direction de cette tribune est confiée par le Bureau Politique à l'un ou à plusieurs de ses membres.

VI. — Le contrôle politique des quotidiens et des périodiques appartenant aux fédérations et aux sections est exercé par le Comité Directeur.

Ce Comité, pour assurer le respect des directives politiques du Parti, peut appliquer toutes

sanctions utiles aux organes en question ou à leurs rédacteurs.

VII. — La gestion administrative et le contrôle technique des journaux du Parti, ainsi que le contrôle administratif des journaux des fédérations et des sections sont confiés au Conseil d'administration de la presse communiste.

Ce conseil ne peut accorder de subventions qu'aux publications qui appartiennent en totalité ou en majeure partie aux organisations communistes.

Le Secrétaire général du Parti :
L.-O. FROSSARD.

Les Intellectuels bourgeois et la Révolution prolétarienne russe

Le livre : *Les Nouveaux Jalons*, dont la publication fait tant de bruit et qui a pour la première fois, sous une forme systématique, dévoilé le revirement survenu dans l'attitude des intellectuels bourgeois russes envers la révolution prolétarienne, a été une surprise pour nombre de personnes. D'aucuns ont voulu le considérer uniquement comme l'expression de l'état d'esprit de quelques groupes de l'émigration bourgeoise. En réalité, il reflète l'évolution morale qui s'accomplit dans les profondeurs de la vie russe. Ce livre est en somme l'expression littéraire de la situation de fait qui s'est créée en Russie. Comme toujours, l'œuvre a précédé l'expression. Et cette œuvre s'est accomplie en Russie bien avant que ne se fit entendre la voix des intellectuels émigrés. D'ailleurs, au point de vue purement littéraire, *Les Nouveaux Jalons* ont eu des précurseurs. A preuve les nombreux articles et conférences en Russie de l'ex-cadet, le professeur Grédescou, et, à l'étranger, de N. Stankévitch.

Considérant ces publications au point de vue sociologique, l'on y découvre l'expression des rapports entre le prolétariat et la petite bourgeoisie, au cours de la révolution sociale. Depuis la révolution d'octobre jusqu'à nos jours, nous avons été maintes fois témoins des rapprochements et des scissions alternatifs entre ces deux éléments fondamentaux du « peuple travailleur ». Et à chacun de ces flux ou reflux correspondait, dans les différents groupes d'intellectuels exprimant les intérêts et l'état d'esprit de la petite bourgeoisie, un changement d'attitude envers le parti communiste, porte-parole des tendances du prolétariat. La subordination des masses petites-bourgeoises à la direction politique de la classe ouvrière au cours du développement de la révolution sociale se manifesta par l'entrée, de plus en plus fréquente, des mencheviks, des socialistes révolutionnaires et, en partie, des anarchistes dans les rangs du Parti Communiste, et particulièrement par la conduite de la fraction des « socialistes révolutionnaires de gauche » durant les premiers mois qui suivirent la révolution d'octobre.

C'était alors le moment du premier rapprochement de masses entre la paysannerie et le prolétariat, rapprochement provoqué par l'expropriation des grands propriétaires fonciers et la nouvelle répartition des terres. L'instabilité révolutionnaire de la petite bour-

geoisie trouva son expression dans l'insurrection des socialistes révolutionnaires de gauche, en juin 1918, contre les bolcheviks, dans les émeutes périodiques de différents groupements anarchistes, y compris celui des makhnoviens et, enfin, dans les oscillations des socialistes révolutionnaires et des mencheviks. Chaque fois que l'offensive de la contre-révolution seigneuriale et capitaliste, sous forme de guerre civile ou de guerre extérieure, revêtait un caractère particulièrement dangereux, commençait à menacer les conquêtes de la révolution et notamment le droit à la terre de la paysannerie, cette dernière se ralliait sous le drapeau du prolétariat et, en même temps, l'opposition des partis petits-bourgeois faiblissait. Dans quelques cas, très peu nombreux il est vrai, la plus réactionnaire des partis petits-bourgeois, celui des socialistes révolutionnaires de droite, se déclara, comme au moment de l'offensive polonaise, disposé à interrompre provisoirement la lutte armée contre le pouvoir soviétique.

La politique de classe du Parti Communiste dans les campagnes (institution des comités de pauvres) et en particulier l'application, sous sa forme première, du monopole étatique du blé, amenèrent un certain refroidissement entre la petite bourgeoisie et le prolétariat. Ce refroidissement s'exprima politiquement par une recrudescence du banditisme et une nouvelle furieuse attaque des mencheviks, des anarchistes et des socialistes révolutionnaires, soutenus, il va de soi, par les intellectuels bourgeois.

Contrairement à notre attente, contrairement aux prévisions de tous les théoriciens du socialisme, qui dans leurs écrits antérieurs à la révolution russe croyaient pouvoir affirmer que, dans la lutte contre le grand Capital, la majorité des groupements sociaux intermédiaires, et particulièrement la classe des intellectuels, prendraient le parti de la classe ouvrière ou, tout au moins, resteraient neutres et seraient utilisés par le prolétariat victorieux pour l'édification de la société nouvelle, la majorité des intellectuels bourgeois se rangea ouvertement ou secrètement du côté de la grande bourgeoisie et de l'aristocratie terrienne.

Quoique sortis de la petite ou de la moyenne bourgeoisie, les intellectuels étaient, matériellement et moralement, plus fortement liés à la grande bourgeoisie que nous ne le supposons. La dépendance

matérielle entraînait logiquement la dépendance spirituelle. D'autre part, aucun groupe social ne souffrit matériellement et moralement de la révolution à un tel degré que la bourgeoisie urbaine, petite ou moyenne, à laquelle appartenaient principalement les intellectuels. La réalisation du socialisme, dans les circonstances pénibles de la guerre civile, l'atteignait dans tous ses préjugés, dans toutes ses coutumes et, en même temps, la frappait cruellement dans ses intérêts. En effet, des catégories entières d'intellectuels, comme celles des juristes et des journalistes, étaient supprimées, et il était impossible aux autres de s'adapter rapidement et sans douleur aux nouvelles conditions d'existence. De plus, la révolution portait un coup moral terrible aux intellectuels qui, dans leur confiance présomptueuse, avaient toujours cru que c'était à eux exclusivement que revenait de droit le rôle de diriger la révolution et de lui indiquer la voie.

A la prise du pouvoir par les classes laborieuses dirigées par le prolétariat, les intellectuels répondirent tout d'abord par le sabotage, puis par la révolte ouverte. Comme on le sait, les armées blanches renfermaient, outre des cosaques et des officiers de carrière, un fort contingent d'intellectuels (collégiens, étudiants, élèves des écoles militaires et fonctionnaires de toutes sortes). La majorité des auteurs des complots contre-révolutionnaires dirigés contre la Russie soviétiste appartenaient à la classe des intellectuels, laquelle, dans sa haine politique contre les bolcheviks, ne le cédait en rien à la grande bourgeoisie censitaire et, parfois même, la dépassait. C'est par le sentiment du patriotisme outragé, sentiment particulièrement développé parmi la petite bourgeoisie, non seulement en Russie, mais aussi à l'étranger, que les intellectuels s'efforçaient de justifier à leurs propres yeux leur tactique honteuse. Quand on veut noyer son chien, on l'accuse de la rage : pour s'affranchir de tout scrupule et avoir les coudées franches dans leur lutte acharnée contre les masses laborieuses, les intellectuels accusèrent le Parti Communiste, directeur politique des masses, d'être l'agent de l'impérialisme allemand.

Mais ce ralliement déclaré à la contre-révolution ne fut cependant jamais un phénomène général. Les intellectuels ne s'enrôlèrent pas tous dans les bandes des blancs ; tous ils ne devinrent pas des conspirateurs ou des émigrants. Une partie considérable d'entre eux resta en Russie. Parmi ces derniers, il se trouvait des gens prêts à se soumettre à n'importe quel pouvoir ; d'autres qui ne collaboraient à l'œuvre de construction soviétiste que sous la pression de la faim, et, enfin, d'autres dont le but avoué était de nuire au pouvoir soviétiste et de le saper de l'intérieur. Mais il y avait aussi d'honnêtes travailleurs sans mauvaise intention, désireux de consacrer leurs forces au peuple, quoiqu'ils ne comprissent pas l'essence des événements historiques qui se déroulaient devant eux. Beaucoup s'adaptèrent aux nouvelles conditions, perdirent peu à peu leur confiance présomptueuse en leur classe et devinrent des auxiliaires fidèles du prolétariat qui bâtissait l'édifice de la société nouvelle.

Ils furent les véritables précurseurs de ce courant social qui, maintenant, attire si puissamment sur lui l'attention du public, parce qu'il a pris naissance parmi ceux qui, hier encore, combattaient haineusement le pouvoir soviétiste, parmi les gardes-blancs de l'émigration étrangère. Tout d'abord, ce furent des isolés : ingénieurs, agronomes, professeurs, pédagogues, employés, fonctionnaires divers, officiers de l'ancienne armée tsariste, qui se rallièrent au pouvoir soviétiste ; puis apparurent des groupes orga-

nisés, adoptant la plateforme de la collaboration de la classe intellectuelle avec le pouvoir soviétiste, collaboration dans laquelle ils voyaient une nouvelle façon de servir le peuple, car la recherche du bien du peuple avait toujours été une sorte de dogme pour la classe intellectuelle. C'est ainsi que se créa l'« Institut des Professeurs Rouges ». Mais à l'étranger, parmi l'émigration bourgeoise russe, il y avait également des précurseurs, peu nombreux il est vrai, du courant social qui a trouvé maintenant son expression idéologique dans les Nouveaux Jalons. Comme exemple, citons le travailleur Stankévitch, ex-membre du premier soviet pétersbourgeois et du Comité Exécutif Central, qui, après avoir, en 1917 et 1918, mené une lutte active contre les bolcheviks, émigra. A l'étranger, il fut rédacteur de la revue *Vestnik Mira i Trauda* (Le Courrier de la Paix et du Travail), puis du journal *Golos Rossii* (La Voix de la Russie) où il prêchait la réconciliation avec le peuple, la reconnaissance de la révolution et le retour en Russie pour le travail d'organisation. Mais une hirondelle ne fait pas le printemps, et Stankévitch dut bientôt abandonner sa propagande.

La question à l'ordre du jour était alors, non la reconnaissance de la révolution, mais la lutte implacable contre cette dernière pour la restauration de l'ancien régime. Les batailles les plus acharnées de la guerre civile, les manifestations les plus impudentes de l'intervention étrangère allaient encore avoir lieu. La bourgeoisie avait foi en la victoire prochaine, et les intellectuels bourgeois, en grande majorité, ne voulaient pas entendre parler de réconciliation avec la révolution ouvrière et paysanne. Ils ne croyaient pas en la solidité du pouvoir soviétiste qu'ils considéraient comme une méprise historique. Se basant sur les instincts de la masse paysanne et sur la survivance au sein de cette dernière des vieux préjugés monarchiques, la contre-révolution espérait arriver facilement à séparer la paysannerie du prolétariat et, en isolant la ville de la campagne, triompher de la première comme de la seconde. En outre, elle croyait fermement en la supériorité numérique et technique des armées blanches, qui renfermaient une proportion considérable d'officiers de carrière et que soutenaient tous les Etats capitalistes.

Mais ses prévisions, comme on le sait, furent déjouées par les événements. Devant l'offensive des armées blanches, qui frayaient la voie aux seigneurs terriens et aux anciens fonctionnaires tsaristes, tous les désaccords particuliers entre ouvriers et paysans s'effacèrent, et ceux-ci se rallièrent autour du prolétariat, comme autour de leur chef naturel, pour repousser la contre-révolution. Dès lors, cette dernière était condamnée à la défaite inévitable. L'une après l'autre, toutes les armées de Kolitchak, de Müller, de Denikine, de Youdenitch et de Wrangel furent détruites ; toutes les attaques de la contre-révolution étrangère : française, anglaise, finlandaise, lettone, esthonienne et polonaise furent repoussées. Bien plus, l'alliance étroite de la contre-révolution avec le Capital étranger, aux mains duquel celle-ci n'était qu'un instrument pour l'asservissement politique et économique de la Russie à la finance internationale, contribua encore à consolider la position du pouvoir soviétiste qui défendait simultanément le pays contre la réaction intérieure et l'agression extérieure. La situation devint telle que le prolétariat international dut intervenir pour sauvegarder les intérêts nationaux de la Russie ; et ainsi il s'attacha encore plus fortement la petite bourgeoisie révolutionnaire, aux yeux de laquelle la grande bourgeoisie nationaliste, qui trahissait les intérêts nationaux et soutenait la conquête étrangère, apparut sous son jour véritable.

La défaite de la contre-révolution militariste qui s'appuyait ouvertement sur le Capital étranger était un fait incontestable. Mais les différents groupes de la bourgeoisie, à l'intérieur de la Russie comme dans l'émigration, ne tirèrent pas de ce fait des conclusions identiques. Les éléments les plus irréductibles, qui exprimaient l'état d'esprit de la grande aristocratie terrienne et capitaliste, en vinrent à l'idée que les adversaires de la révolution avaient été vaincus parce qu'ils n'étaient pas suffisamment réactionnaires, parce qu'ils faisaient, ne fût-ce qu'en paroles, des concessions à l'esprit révolutionnaire, parce qu'ils ne s'étaient pas assigné ouvertement pour but la restauration intégrale du régime pré-révolutionnaire, y compris la monarchie. Ces éléments sont représentés : tout d'abord par les groupes monarchiques qui, concentrés en Allemagne, où ils sont soutenus par les contre-révolutionnaires allemands, englobent les débris de l'aristocratie terrienne et de la haute bureaucratie tsariste ; puis, par les milieux de la haute finance et de l'industrie, qui, ayant à Paris un « Centre National » avec des ramifications dans toutes les colonies d'émigrés, sont en liaison avec les sphères dirigeantes françaises et s'appuient également sur les partisans de la dictature militaire ralliés autour de Wrangel ; enfin, par la droite du parti « libéral » des cadets, qui a son centre à Berlin et est soutenue par le parti populiste allemand de Stinnes. *Toute cette fraction de la bourgeoisie a déclaré une guerre impitoyable au prolétariat ainsi qu'à la petite bourgeoisie et à la paysannerie, et compte surtout sur l'intervention étrangère (en partie de la France, mais principalement du parti monarchique allemand, au cas où il triompherait) pour la réalisation de ses projets.*

Sans renoncer à la lutte active contre le pouvoir soviétique, un autre groupement contre-révolutionnaire raisonne d'une façon quelque peu différente. Reconnaissant la défaite des armées blanches, il l'explique précisément par le caractère réactionnaire de la contre-révolution. Cette dernière a été battue parce qu'elle avait un caractère seigneurial et capitaliste trop prononcé et qu'elle s'est ainsi aliéné la masse paysanne. Le propriétaire rural est contre la dictature de la classe ouvrière, mais la menace de la restauration de l'ancien régime et la crainte de perdre la terre qu'il a acquise le fait se ranger du côté du prolétariat contre la contre-révolution. C'est ce que comprend parfaitement le bloc bourgeois de droite : voilà pourquoi les financiers et les industriels, qui se sont réunis en congrès « national » à Paris, en mars 1921, ont également promis à la paysannerie l'insaisissabilité de sa terre. Mais le paysan ne les croira jamais en voyant dans leurs rangs les anciens propriétaires fonciers et fonctionnaires tsaristes. C'est pourquoi il faut faire la contre-révolution sans ses éléments compromettants. *Pour lutter avec succès contre le prolétariat communiste, il faut souder toutes les forces petites-bourgeoises de la ville et de la campagne.* C'est sur ce principe qu'est fondé le bloc des constituants, qui englobe les socialistes révolutionnaires de droite, dirigés par Tchernov, et la gauche du parti cadet, présidée par Milioukov (conférence des ex-membres de l'Assemblée Constituante à Paris, janvier 1921).

Le parti des socialistes révolutionnaires de droite se révéla, durant la révolution, comme le parti typique des gros bonnets campagnards. Après la révolution d'octobre, il tenta tout d'abord d'agir aux côtés des grands propriétaires réactionnaires (sur la Volga et en Sibérie), mais ceux-ci, après l'avoir habilement exploité, le jetèrent sans façon par-dessus bord. Il se chercha alors des alliés plus proches de lui par l'idéologie et la classe sociale : il les trouva dans les cadets « de gauche ».

Le parti cadet avait toujours été un parti composite : il groupait des propriétaires fonciers, des commerçants, des industriels, des petits-bourgeois et des intellectuels. Les éléments de ce parti qui appartenaient aux milieux seigneuriaux et capitalistes et qui étaient représentés principalement par le groupe de Berlin (disposant de la majorité parmi les cercles cadets dirigeants, dans toutes les colonies d'émigrés), penchaient pour l'union avec les monarchistes. Mais le centre du parti, qui était dirigé par Milioukov et qui s'appuyait sur les grandes masses des intellectuels, des fonctionnaires et des représentants des professions libérales, après de nombreuses hésitations, se prononça pour une « nouvelle tactique ». Cette nouvelle tactique se ramène à la rupture avec la féodalité réactionnaire et les monarchistes avérés et au rapprochement avec la démocratie bourgeoise réactionnaire des campagnes représentée par les socialistes révolutionnaires. Etant eux-mêmes par excellence un parti urbain, les cadets espèrent, au moyen d'une alliance avec les socialistes révolutionnaires, entrer en contact avec la petite bourgeoisie rurale pour créer un *bloc petit-bourgeois unique, dirigé contre le prolétariat et les paysans pauvres, piliers véritables du communisme.*

Tandis que le bloc de droite fait table rase de toutes les conquêtes de la révolution — même de la révolution de février — s'efforce à la restauration complète de l'ancien régime et à l'instauration d'une dictature unipersonnelle royaliste ou bonapartiste, le bloc centriste des cadets de gauche et des socialistes révolutionnaires de droite, rejetant les conquêtes de la révolution sociale d'octobre, est disposé à se contenter d'une restauration partielle et à reconnaître les conquêtes de la révolution de février, c'est-à-dire à établir un régime bourgeois libéral ou « démocratique ». Mais, dans le fond, ces deux blocs sont également réactionnaires et, en fait, aucun d'eux ne peut se passer de l'aide de l'autre.

J. STEKLOV.

(La fin au prochain numéro.)

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser la correspondance concernant l'administration à RENÉ REYNAUD, 142, rue Montmartre.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Gérant : R. APERCE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.